



YouTube



Dimanche

2 juillet 2023

20 pages

No 578

Gratuit

Affaire Bissessur : Un 'Postal Officer' lève le voile sur le 'controlled delivery' effectué à l'aéroport

« Mr Jagai finn repon mwa [...] li pa prend lord avec mwa... »



Interrogations et inconsistances

Retrouvez l'intégralité de la lettre en pages 4 et 5

MR JAGAI Finn Repon
mwa en me disant que li pa pren lord avec mwa
ou ni auk mo ban Manager mem CEO de la Post Pu ki li
Ouver Sac la.

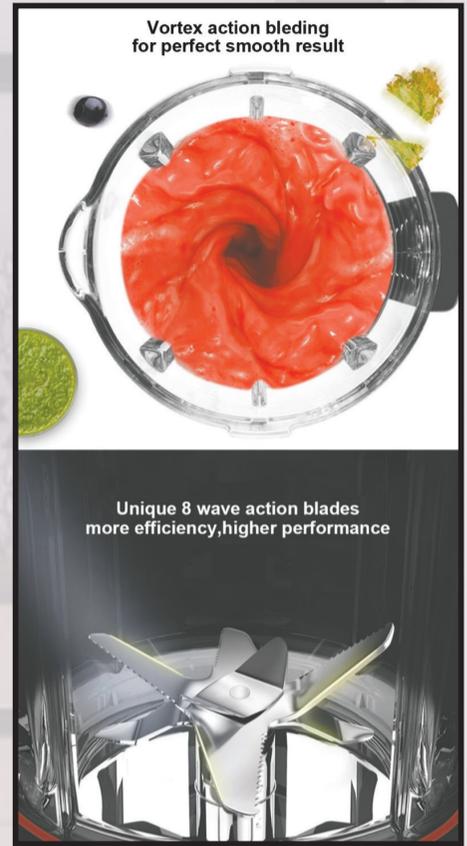
- Le colis initial contenait trois boîtes adressées à trois différentes personnes, selon une correspondance que cet employé de la poste a envoyée à ses chefs hiérarchiques
- L'une d'entre elles destinée à un dénommé « *Avinash Sesur* » à Avenue des Tulipes à Quatre-Bornes
- Le 'Postal Officer' confie n'avoir pas vu de 'warrant', malgré son insistance, lorsque l'ASP Jagai et son équipe ont pris possession du colis. Pourtant au Parlement mardi, le Premier ministre a soutenu que « *the parcel was intercepted by a team of the Special Striking Team (SST), at Ground 2 Air Warehouse, Sir Seewoosagur Ramgoolam International Airport by virtue of a Search Warrant* »

Téléchargez

votre copie gratuite
tous les dimanches

<https://www.sundaytimesmauritius.com/news/>





- ☛ Unique hot & cold functions
- ☛ Heats up to 100°
- ☛ Heavy duty motor 38000 RPM
- ☛ Overheat protection system
- ☛ High quality 5 layer borosilicate jar can withstand up to 300° temperature

Nutritious and delicious easy operation



Cold and hot applicable
suitable for all seasons

Hot Drink

Cold Drink

Thickened borosilicate glass jar

300°C
Resistance to cold and heat shock

Five layers
Composite cup

health
Thickened borosilicate glass

- ⊙ Trace element layer
- ⊙ Antioxidant ion layer
- ⊙ Nanoglobulin layer
- ⊙ Water molecule activated layer
- ⊙ Harden Tempered layer

Dry Grinding



Represented by
MULTI HOUSEWARE Co. Ltd
 1st Floor - Madeleine House
 54, SSR street, Port-Louis.
 Tel: 216 0602 / 5 922 3392 / 5 784 4488

EDITO



Par Zahirah RADHA
Rédactrice-en-chef

L'anarchie

La situation dans le pays est arrivée à un point inimaginable. La crise persistante qui secoue deux instances phares du pays, soit la police et le bureau du DPP, ne fait qu'accentuer cette tension perpétuelle au sommet de nos institutions, en alimentant le malaise général d'une population déjà assaillie par le coût élevé de la vie et des scandales infinis. Ce bras de fer qui oppose la police et le bureau du DPP ne date pas d'hier. Et il n'a rien à voir avec le fait que le fils de l'actuel Commissaire de police, Chandra Prakashsing Dip, qui, après avoir obtenu la grâce présidentielle dans un cas d'entente délictueuse et de détournement de fonds, a été poursuivi par le nouveau DPP, Me. Rashid Ahmine, pour un autre cas de détournement de fonds.

Il remonte, en fait, à bien plus longtemps que cela, soit en 2015, lorsque l'ICAC voulait arrêter Satyajit Boolell, ancien DPP, dans l'affaire Sun Tan et ainsi l'exclure de sa position de DPP. Probablement parce que son patronyme dérangeait les dirigeants du jour, nouvellement installés à l'Hôtel du gouvernement après les élections de 2014, et qui s'étaient engagés dans une vendetta politique sans précédent contre des membres et des proches de l'ancien gouvernement. Cette vaine tentative contre l'ancien DPP avait alors culminé par un projet de loi, la 'Prosecution Commission Bill'. Mais celui-ci avait dû être abandonné, n'ayant plus la majorité requise pour effectuer l'amendement constitutionnel qu'il nécessitait, après que le PMSD s'y soit opposé catégoriquement, en quittant le navire gouvernemental.

On aurait ainsi tort de croire que la police n'en fait qu'à sa tête dans cette crise institutionnelle engagée contre le bureau du DPP. Car elle reflète clairement une volonté politique de « casse les reins » du bureau du DPP, dont l'indépendance n'est pas au goût de tout le monde. La police est donc tirée par des ficelles invisibles, avec la complicité déconcertante du bureau du Premier ministre et de l'Attorney General (mis en cause dans le sillage de l'affaire Franklin), dont le silence interpelle. Mais au-delà de cette crise police-DPP, les méthodes grossières employées par la police dans certains cas, surtout ceux impliquant des opposants politiques du gouvernement, sont également révoltantes.

La non-présentation des mandats d'arrêts, comme dans l'affaire Sherry Singh, ou encore le refus à des avocats d'avoir accès à leurs clients, dans les cas de Vimen Sabapati, Bruneau Laurette et Akil Bissessur, sont des 'evil precedents' qui ne peuvent être tolérés dans un état de droit. D'ailleurs, le Bar Council évoque une « situation extrêmement grave » entre le barreau et la police. « C'est inacceptable que des avocats soient menacés de poursuites pénales, d'actions civiles ou de sanctions dans le cadre de l'acquiescement de leurs fonctions en conformité aux normes professionnelles et déontologiques », a réagi sa présidente, Me. Priscilla Balgobin-Bhojru. D'où sa demande pour une rencontre avec le Commissaire de police. Et qu'on doute aboutira à une action concrète, malgré toutes les bonnes intentions de la présidente du Bar Council, tout simplement parce que c'est Lakwizinn qui décide.

Dans la Santé, alors que le gouvernement s'active à passer une loi qui lui permettra de plumer davantage la population, à travers l'achat des médicaments et des équipements médicaux, les employés de ce ministère se heurtent à une fin de non-recevoir quant à leurs doléances. Le manque de personnel et de 'burn-out' à l'hôpital de Moka ont mené à la mort d'une aide-soignante, déplorent ses proches. Quant aux cas de négligence criminelle ayant provoqué la mort des patients dialysés pendant la Covid-19, il a fallu que le Medical Council prenne les choses en main pour réclamer que les neuf autres cas lui soient également référés devant l'apathie du ministre Kailesh Jagutpal. Celui-là même qui avait initialement prétendu que seulement deux cas de négligence avaient été identifiés. Un autre mensonge pour lequel il ne sera pas sanctionné, puisque c'est l'incompétence du gouvernement qui devait être gardé secret. Ainsi va le pays. Au grand dam de la population.

La communauté tamoule manifeste

« Rann nous nous la terre! »



Les membres de la 'Tamil Temple Federation' ont organisé une manifestation pacifique dans les rues de la capitale le vendredi 30 juin 2023. La marche a débuté à 13 heures au Kovil Mariamman, et s'est terminée vers 14h30, au jardin de la Compagnie, en passant devant l'Hôtel du gouvernement. « Rann nous nous la terre! », scandaient les manifestants. Ils maintiennent la pression pour contester la décision du gouvernement de reprendre les terres qui avaient été allouées au 'Mauritius Tamil Cultural Centre Trust'. Cette manifestation pacifique a été marquée par la présence de membres de l'opposition parlementaire et extraparlamentaire.

Rajen Narsinghen, présent lors de l'événement, souligne qu'il s'agit d'un combat national. Il lance un appel au ministre des Terres et du Logement, Steven Obeegadoo, pour qu'il assume sa responsabilité dans cette affaire, car les membres de ces organisations mènent un combat légitime et constitutionnel. « Il faut cesser de pratiquer le 'land grabbing' », déclare-t-il. Il regrette non seulement la situation des terres du 'Tamil Cultural Centre Trust', mais aussi celle des terres appartenant aux frères indo-catholiques, à la 'Hindi Speaking Union' et à l' 'Urdu Speaking Union'. Selon lui, toutes les communautés sont concernées. « Il est inacceptable qu'à Maurice, un pays moderne, nous subissions de telles injustices », ajoute-t-il.

Armoogum Parsuramen, président-fondateur de la 'Global Rainbow Foundation' et ancien ministre de l'Éducation, également présent, soutient

que lorsque le gouvernement a alloué un morceau de terre à la communauté tamoule pour la construction de leur centre culturel, il s'agissait d'un acte sacré. Il qualifie le geste du gouvernement de brutal, illégal et illégitime. « Il s'agit d'une grave injustice envers la communauté. Le gouvernement doit être réaliste et ne peut pas jouer à de tels jeux », déplore-t-il.

Devarajen Kanaksabee, président du 'Tamil Council', lance un appel au gouvernement afin qu'il restitue les terres qui leur appartiennent. Il affirme que cette lutte se poursuivra tant que le gouvernement n'aura pas pris en compte leurs demandes. Ils s'opposent à cette injustice et à cette discrimination de la part de l'État. L'avocat Rama Valayden, membre de Linion Pep Morisien, affirme, lui, que le gouvernement est en train de spéculer avec les terres tamoules, ce qui est inacceptable. « Le gouvernement doit respecter ses engagements », dit-il.

Xavier Luc Duval, leader de l'opposition et du PMSD, présent pour soutenir la communauté tamoule, affirme que le gouvernement doit venir en aide aux centres culturels pour qu'ils puissent construire leurs centres. Arvin Boolell, chef du PTR, soutient qu'il s'agit d'une injustice de la part du gouvernement, et condamne cet acte injustifié. Il espère que les membres du gouvernement assumeront leurs responsabilités. Nando Bodha, leader du Rassemblement Mauricien, affirme, lui, que certaines personnes cherchent à tirer profit des terres. Cependant, il souligne qu'il est important de respecter les associations ainsi que les engagements qui ont été pris.

Dans les coulisses...

Discrimination à la mairie de PL

Des employés affectés au département des finances à la municipalité de Port-Louis sont indignés. Ils déplorent le refus de leur chef hiérarchique pour qu'ils prennent un jour de congé à l'occasion de la fête Eid-Ul-Adha, célébrée par la communauté musulmane, vendredi. Au total, neuf employés disent avoir été pénalisés par cette politique discriminatoire, quant l'intolérance et le communalisme.

EXCLUSIF

Affaire Bissessur : Un 'Postal Officer' lève le voile sur le 'controlled delivery' effectué à l'aéroport

Le colis initial contenait trois boîtes adressées à trois différentes personnes



DATE : 19.06.23
 FROM :
 TO:
 POST: RPO
 POSTED AT PATS - G2AIR
 as Postal officer.

To: CEO of MAURITIUS POST LTD,
 Operation Manager, HR Manager
 and President of Syndicat
 MPL BISSESSUR
 Post Louis

Dear HR/MRS,
 Mo pe Adresse sa Statement la Pou
 decrire empe mo le journee de lundi 19.06.23 Comme
 Un Employer de la Mauritus Post Ltd. MWA
 Poster a Patz pour trouver les Colis de la
 MWA Post Ltd ine Attend duty a 8hr le matin. Des que
 lone Rent travail, ens 2 officier kin Approche mwa
 ki Certifier entre officier de l'ADSU et aussi Cannes.
 Zi ine dir mwa des que mo pou ale a G2air Pu ale
 Retire Colis BA2065 (BRITISH AIRWAYS) zot Po Accompagne
 mwa leba. Zot ine dir Mwa ki Apparemment zt P Surveillance
 1 Coli Sur le despatch no : 179 Frankfurt qui ofiet
 Pou Rentre a Maurice de Allemagne a travers la Post.
 Mon kumance fer mo travail a G2AIR en Presence de
 Sa 2 officier la et kumbe mane Recevoir le Sac.
 Mon Met zt au Courant que Sac la ine Renter Banta
 ine Approche mwa et zot ine dir Mwa donne zt Sac la.
 En tant que Responsable de la Post at de Suivre mes
 Reglements, Mo Finn dir zt ki mo pa Supposer Remet zot
 le Sac Parake Sa Appartient a la post. zt Finn dir mwa
 ki zt Pou Pien Sac la jus pou fer 1 Scanning. Tiesuite

Beaucoup a été dit concernant le « controlled delivery » effectué par la PHQ Special Striking Team (SST) chez Akil Bissessur le 20 juin dernier. Grâce à une copie d'une lettre que *Sunday Times* a en sa possession, nous sommes en mesure de vous dévoiler le déroulement de cet exercice AVANT qu'il ne soit livré chez Akil Bissessur, plus précisément lorsqu'il a atterri au 'Plaisance Air Transport Services Ltd' (PATS) le lundi 19 juin 2023. Dans cette correspondance, datée du 19 juin 2023 et adressée au CEO de la 'Mauritius Post Ltd', au 'HR Manager', à l' 'Operation Manager' et au « President of Syndicat », un employé de la poste, dont nous ne révélerons pas l'identité pour des raisons évidentes, explique dans les moindres détails ce processus, craignant sans doute des sanctions, ayant récemment été affecté à ce poste à PATS.

Section' de la MRA) lorsqu'il a pris son poste à 8h le lundi 19 juin 2023. Ils lui ont fait savoir qu'ils l'accompagneront à G2AIR quand il recevra le colis BA2065, (British Airways), et portant le 'Dispatch No.' : 179 Frankfurt, en provenance de l'Allemagne. C'est ce qu'ils ont fait, et une fois le colis arrivé, il les en informe, comme convenu. Selon cette lettre, les deux officiers lui auraient alors demandé de leur remettre le colis. Ce que l'employé en question refuse de faire, conformément aux règlements de la poste. « Zot finn dir mwa ki zt pou prend sac la jus pu fer 1 scanning », explique-t-il dans la correspondance. L'employé a alors décidé d'appeler l' 'Area Manager', un certain Mons. G. Mais devant l'insistance des deux officiers, il finit par accepter qu'ils fassent le 'scanning', à condition cependant qu'il soit effectué en sa présence.

Enter « Mr Jagai »

Cette étape, soit le 'scanning', terminée, les deux officiers auraient poussé le bouchon plus loin, en insistant cette fois-ci pour ouvrir le

colis. Une fois de plus, l'employé a d'abord refusé d'obtempérer, sans qu'il n'obtienne l'aval de ses supérieurs. Il devait alors passer un deuxième coup de fil à Mons. G. Ce dernier lui dira que « apparemment zt bizin ena 1 warrant avant et li pe fer le nécessaire de contacter le CEO de la poste pour avoir des infos ». Mais l'employé n'était visiblement pas au bout de ses surprises. Alors qu'il attendait les instructions de ses supérieurs, il devait voir arriver une équipe de la SST, dont « Mr Jagai ». « Ti ena a peu pret une vingtaine de personnes de sa lekip la ki fine autour mwa et (Mr Jagai) ine approche mwa en tant que responsable de la post a G2AIR a cet heure la », poursuit-il dans sa lettre.

L'employé est ainsi informé que l'équipe de la SST devait y mener une opération de drogue. Celle-ci concernerait le colis portant le 'Dispatch

Mo Finn fer 1 Appel a Mo AREA Manager HR
 Gopaul et mo Finn Explik li que Ban officier de
 l'ADSU et Cannes Pe Rod Pien le Sac quek mwa.
 Pus que ban officier la ti pe insister, mo Finn dir
 zt que Si zt pou fer Scanning, zt bizin fer li dan mo
 Presence. Nous Finn fer le Scanning Ensemble et Apres
 le Scanning zt Finn dir mwa ki zt pou ouvrir le Sac.
 A ce Moment la mo Finn Refuser et mane dir zt que
 Mo bizin fer Certaines autorites de la Post honer et
 Pien Permission avant. Une deuxième Appel telephone
 a été fait a HR Gopaul li disant que banta P Rod
 Ouvrir le sac. HR Gopaul Finn dir mwa que Apparemment
 zt bizin ena 1 warrant Awan et li P fer le nécessaire
 de Contacter le CEO de la Post Pu Avoir des infos.
 Apres quelques heures et meme temps que mo ti P
 Contigne fer mo travail, a ma grande Surprise ena 1
 lekip de la Special Striking Team (SST) Finn vine
 Surplus y Compris (MR JAGAI). Ti ena a peu
 pret une vingtaine de Personnes de sa lekip la ki fine
 autour mwa et (MR JAGAI) ine Approche mwa en
 tant que Responsable de la Post a G2AIR a cet heure
 la. Li Finn dir mwa que linn Vinn la Pou fer
 1 Operation de la drogue ki Supposément ti dan sa Sac
 despatch no : (179 Frankfurt) la. Mane dir li que mo
 pa pou Capou Remet li le Sac avant que mo gagne
 lord quek mo ban Manager. HR JAGAI Finn Repon
 mwa en me disant que li pa pten lord quek mwa
 ou ni que mo ban Manager men CEO de la Post Pu ki li
 Ouvrir Sac la. A ce Moment la mo Finn Repon li mwa
 dir li jus donne mwa quelques minutes pou ki jus mo
 gagne 1 permission avec ban autorites de la Post
 pou ki jus mo pa gagne problem dan mo travail. Mo
 Finn deman li aussi si jamais li ene kit warrant pou
 Certifier ki lin Recevoir permission intermpe mwa dan

EXCLUSIF

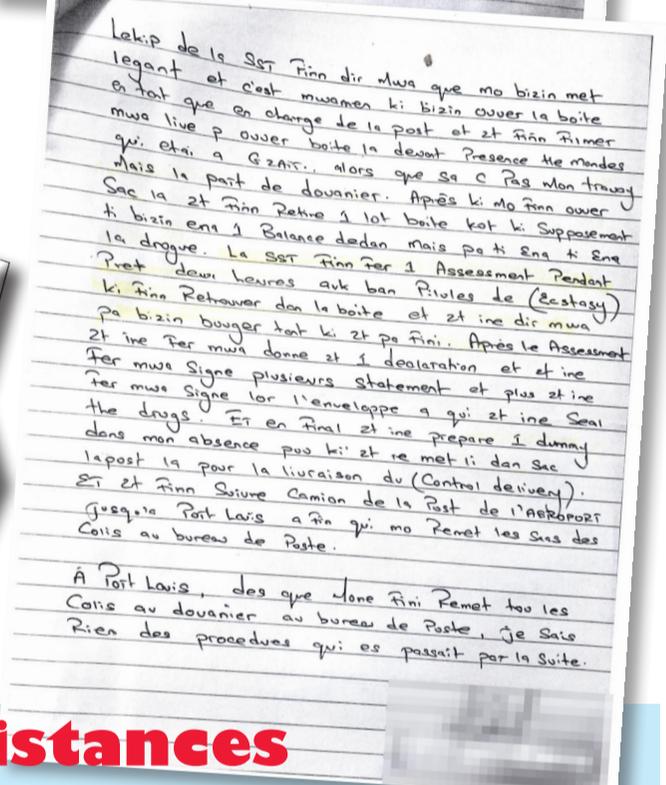
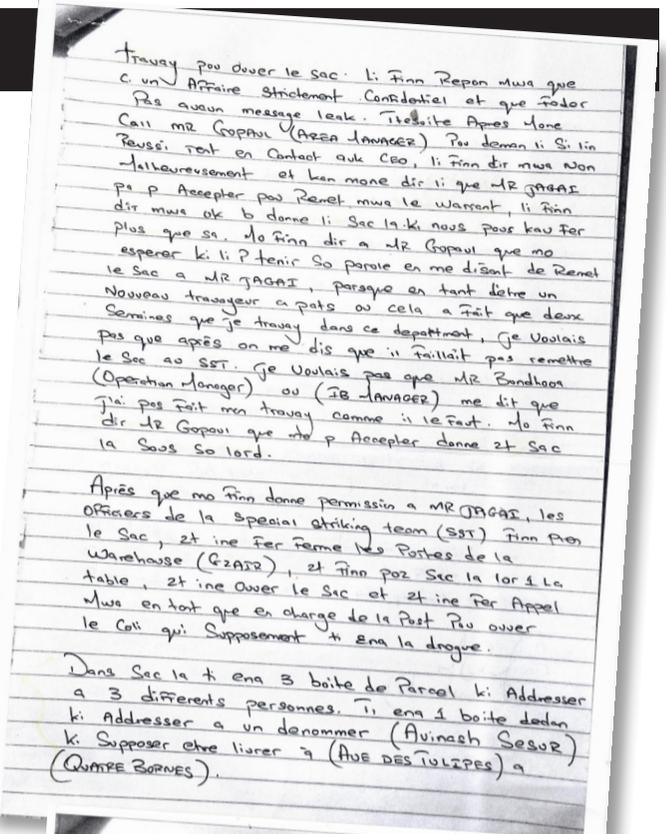
No. : 179 Frankfurt. Il a alors réitéré son refus, en soutenant qu'il devait au préalable obtenir la permission de ses supérieurs. « *Mr Jagai finn repon mwa en me disant que li pa prend lord avec mwa ou ni avk mo ban Manager mem CEO de la Post pu ki li ouver sac la* ». Tenant bon malgré tout, l'employé de la poste lui demande alors de lui accorder quelques minutes pour rechercher l'aval de sa hiérarchie afin de ne pas avoir d'ennuis au travail. « *Mo finn deman li aussi si jamai li ena kit warrant pou certifier ki lin recevoir permission interrompte mwa dan mo travail pou ouvert le sac* ». Ce à quoi l'ASP Jagai lui aurait répondu que c'est une affaire strictement confidentielle et qu'il ne fallait pas qu'il y ait des fuites d'information.

Non-présentation du 'warrant'

Le 'Postal Officer' reprend alors contact avec Mons. G. Et c'est là que le premier nommé dira qu'il n'a pas vu de warrant. « *Kan mone dir li que Mr Jagai pa p accepter pou remet mwa le warrant, li finn dir mwa ok b donne li sac la ...* », souligne l'auteur de la lettre. S'ensuit alors le déballage du colis. La responsabilité de l'ouvrir est revenue à l'employé de la poste, bien que ce dernier soutienne dans sa correspondance que « *sa c pas mon travail mais la part de douanier* ». Le colis, relate-t-il, contenait trois boîtes adressées à trois différentes personnes. « *Ti ena 1 boîte dedan ki adresser a un denommer (Avinash SESUR) ki supposer etre livrer à (Ave des Tulipes) a (Quatre-*

Bornes) ». Il ouvrira alors une boîte supposée contenir une balance, mais qui contiendrait, en fait, de la drogue. Pendant deux heures, l'équipe de la SST aurait fait un 'assessment', avant de demander finalement à l'employé de la poste de signer plusieurs 'statements' ainsi qu'une enveloppe dans laquelle la drogue, soit les pilules d'Ecstasy, avaient été scellées.

Mais l'employé dira, en guise de conclusion, que « *en final, zt in prepare 1 dummy dans mon absence pou ki zt re met li dan sac la post la pour la livraison du (control delivery)* ». Il dira ne pas connaître la suite des événements, une fois qu'il a remis les autres colis reçus à l'aéroport au bureau de poste à Port-Louis, où il a été suivi, durant le trajet de Mahébourg jusqu'à la capitale, par un véhicule de la police.



MR JAGAI Finn Repon

mwa en me disant que li pa pren lord avec mwa ou ni avk mo ban Manager mem CEO de la Post pu ki li ouver Sac la.

Interrogations et inconsistances

Plusieurs questions se posent à la lumière de cette lettre. D'abord, il semble que la direction de la 'Mauritius Post Ltd' n'avait pas été mise au courant de cette opération dite « *strictement confidentielle* », alors que cela aurait dû être le cas. Les procédures ont-elles été respectées. Dans ce cas précis ? Faut-il qu'un 'warrant' soit d'abord présenté ? Aucune réponse du côté de la poste, nos tentatives pour solliciter le CEO, Anand Ramchurn, étant restées vaines, ne pouvant également pas confirmer s'il a reçu la lettre qui lui a été adressée par le 'Postal Officer' ou pas.

Mais selon les explications que nous a fournies Dev Jokhoo, ancien DCP ayant participé aux opérations de « *controlled deliveries* », il ne nous semble pas que les étapes normales ont été suivies. D'ailleurs, le Premier ministre, lors d'une question supplémentaire de Nando Bodha au Parlement mardi, a soutenu que c'est

à la cour de décider si l'exercice était légal ou pas, en défendant toutefois l'opération menée par la SST dans le combat gouvernemental contre la drogue.

Dev Jokhoo nous explique, pour sa part, qu'un tel exercice doit se faire généralement au quartier général de la 'Mauritius Post Ltd' en la présence des officiers de l'ADSU et de la CANS (MRA), affectés à la poste, ainsi que et des représentants du ministère de la Santé. « *Il faut la clearance de toutes les parties concernées pour ce genre d'opération* », explique-t-il. Or, dans ce cas-ci, rien n'a été mentionné, dans la lettre dont nous faisons état, sur la présence des officiers du ministère de la Santé.

D'ailleurs, l'employé de la poste affirme n'avoir vu aucun 'warrant', alors qu'au Parlement mardi, le Premier ministre a soutenu que « *the parcel was intercepted by a team of the Special Striking Team*

(SST), at Ground 2 Air Warehouse, Sir Seewoosagur Ramgoolam International Airport by virtue of a Search Warrant ». Qui plus est, selon Dev Jokhoo, l'opération doit se faire au 'Central Post Office'. Or, celle-ci s'est déroulée au bureau de G2AIR à l'aéroport, sans grande supervision apparente, sauf celle des deux officiers de l'ADSU et de CANS et de l'équipe de la SST.

Selon les explications de Dev Jokhoo, il y a normalement deux options en ce qu'il s'agit des « *controlled deliveries* ». « *Soit le destinataire est notifié à travers une carte pour qu'il aille le récupérer à la poste centrale. Soit, dépendant du volume du colis, on peut l'envoyer à la poste régionale, mais celle-ci ne livre pas le colis. Elle informe le destinataire, toujours à travers une carte, pour qu'il le récupère. Si jamais celui-ci ne peut pas prendre la livraison, il faut qu'il renvoie cette carte à la poste avec les coordonnées*

d'une personne qui puisse aller le chercher, en produisant sa carte d'identité », explique-t-il.

Si personne ne récupère le colis, le contenu est alors détruit. « *Mais à auken moment zot pa alle deliver* », insiste-t-il. Et de toutes les façons, précise-t-il, le « *prohibited content* » n'est jamais livré. « *Celui-ci reste en possession de l'ADSU. C'est un substitut qui est livré au destinataire* », Mais qu'en est-il si le nom du destinataire est mal écrit, ou n'existe pas ? « *Normalement, il faut s'assurer de l'identité de la personne avant de livrer quoi que ce soit* », dit-il. Il semble cependant que le colis livré chez Akil Bissessur le 20 juin 2023 portait le nom d'Avinash Bissessur tandis que, selon le 'Postal Officer', une des trois boîtes contenues dans le colis en provenance de l'Allemagne était destiné à un certain « Avinash SESUR ». Autant de facteurs qui alimentent davantage les doutes...



Police/DPP

Sanjay Buckhory : « Pas un bras de fer mais une guerre déclarée par le CP »

Le conflit entre la police et le bureau du DPP se poursuit. Me. Sanjay Buckhory, SC, estime que ce n'est pas un « bras de fer » entre les deux parties, puisque cela suggère qu'elles seraient en guerre. Or, dans ce cas précis, le DPP n'a rien fait, selon lui, car ce sont plutôt le Commissaire de police et son équipe qui ont déclaré l'hostilité.

Dans de telles circonstances, Me. Sanjay Bhuckory estime que c'est au Commissaire de police de revoir sa position et de respecter la procédure, comme cela a toujours été le cas par le passé. « Il y a toujours eu une collaboration et une bonne entente entre les deux parties. Je

ne comprends pas pourquoi le CP a agi de cette façon alors que le DPP a fait correctement son travail » déclare-t-il. Selon lui, le rôle de ce dernier est de conseiller, tandis que celui de la police est d'enquêter.

« En ce qui concerne les implications de cette situation, il se pourrait que les enquêtes qui sont déjà terminées et qui doivent suivre leur cours normal soient entravées et n'arrivent pas au bureau du DPP. La police souhaite tout contrôler », dit-il. L'avocat demande donc au CP de se ressaisir et estime que le DPP devrait le conseiller, plutôt que de prendre les choses en main lui-même. Il pense que tant que le Commissaire de police ne comprendra pas cela, cette crise persistera et les choses pourraient empirer à l'avenir.



Notre interlocuteur souligne également que le CP essaie de réduire les pouvoirs du DPP, plutôt que de suivre ses conseils, simplement parce qu'ils ne lui plaisent pas. « Il préfère engager un avocat privé pour obtenir des conseils qui lui conviennent », déclare-t-il. Me. Sanjay Buckhory explique que dans des cas exceptionnels, le CP peut faire appel à un avocat privé, en particulier dans des affaires civiles, mais que cela ne s'applique pas aux affaires pénales.

Pénurie de médicaments

Norina Sookmoulla « Il y a un cartel qui contrôle le marché des médicaments »

Les Mauriciens sont actuellement confrontés à un sérieux problème. Depuis le début de l'année, certains médicaments sont introuvables dans les pharmacies de l'île, y compris dans les hôpitaux publics. Alors qu'au départ, les petites officines pouvaient proposer des médicaments génériques en remplacement, même ces substituts deviennent indisponibles. De nombreux patients qui suivent des traitements dans les hôpitaux publics se plaignent de la situation. D'autant que, selon nos informations, il y a une « pénurie » systématique d'antalgiques, d'antibiotiques et de corticoïdes sur le marché local. Dans les hôpitaux publics, les médicaments pour le cholestérol, le diabète, l'asthme et le rhumatisme sont indisponibles depuis le début de l'année.

D'ailleurs, un médecin traitant de l'hôpital Jeetoo, sous couvert d'anonymat, nous confirme la nouvelle, en exprimant sa frustration : « Des fois ou gayn sagrin ou get sa bann patients la, nou preskriir zot médicament, kan zot al pren dans la pharmacie, dispenser dir zot pena médicament la. Zot tourn en rond, on ne peut rien y faire face à l'incompétence des autorités concernés ». Selon ce médecin généraliste, la culture de l'impunité gagne du terrain dans notre système de santé.

Chetan Rambans Dookhun, président de l'Association Pharmaceutique de Maurice (PAM), met cette pénurie de médicaments sur le dos de l'autorité chargée d'émettre les permis d'importation. « C'est le Pharmacy Board qui autorise l'importation de médicaments selon des quotas. Aussi, s'ils ne sont pas disponibles sur le marché,

c'est de sa faute. Cette institution est 'outdated' », déclare-t-il. Il exprime sa frustration en soulignant qu'il est inutile de lutter contre le système. « Apart fer tapaz pa kav fer nanye », déplore-t-il.

Certains pharmaciens estiment que les difficultés d'approvisionnement en médicaments sont liées à la mondialisation de l'industrie pharmaceutique. Selon eux, plusieurs laboratoires ont cessé la production de certains anciens médicaments jugés peu rentables, au profit de nouveaux médicaments très lucratifs.

Norina Sookmoulla, ancienne présidente de la PAM, laisse, elle, entendre un autre son de cloche. « Il n'y a pas de pénurie de médicaments sur le marché mauricien, il y a simplement des importateurs qui cherchent uniquement à s'enrichir, même au détriment des patients », déclare cette détaillante de médicaments. Elle soulève l'aggravation de la situation, avec l'émergence d'un cartel pharmaceutique sur le territoire mauricien. Les grossistes se transforment en revendeurs, favorisant ainsi un « monopole » sur le marché, dit-elle.

« La population ne comprend pas ce qui se passe, il existe actuellement un cartel qui contrôle le marché des médicaments à Maurice. Il faut comprendre que les petites pharmacies risquent de fermer leurs portes à l'avenir. Ce seront les grandes pharmacies qui survivront, les autres feront faillite », prévient Norina Sookmoulla. Cette situation de pénurie n'est pas favorable aux pharmaciens, dont les chiffres d'affaires connaissent une chute drastique.

Suhail, 'dispenser' dans une pharmacie, estime pour sa part que les personnes souffrantes n'ont aucun recours face à cette situation. « Kan patients pa pe gayn médicaments dans lopital, zot pe bizin vinn aste dans la pharmacie privée, dans bann petit la pharmacie oci pas pe gayn boku médicament aköz bann importateurs pe blok la plupart médicaments et pe place sa zis dans bann grand pharmacies », dénonce-t-il.

Abondant dans le même sens que Norina Sookmoulla, il affirme qu'un petit groupe d'importateurs tente de contrôler le marché des médicaments en créant l'illusion d'une pénurie. Ils cherchent ainsi à monopoliser les prix en plaçant les médicaments les plus demandés dans leurs propres 'retail outlet', situés dans les grandes surfaces à travers l'île.

Les grossistes fabriquent eux même leurs médicaments en Inde

« Ena grossistes inn dir nous ki zot pu vinn pren partou. Zot rod importer zot mem ek zot mem ki desid prix ek zot mem ki pou vender », dénonce Norina Sookmoulla. Selon elle, des entreprises comme Hyperpharm Ltd fabriquent leurs propres médicaments en Inde, des génériques contenant les mêmes principes actifs que ceux des laboratoires renommés internationaux existant depuis des décennies. « Un sirop Panadol provenant d'un laboratoire en Inde est vendu plus cher qu'un sirop Panadol en provenance d'Europe, où est la logique? Les grossistes veulent tout simplement nous exclure du système pour contrôler et monopoliser ce marché », martèle-t-elle.



La pharmacienne dénonce également l'application du « regressive mark up » par certains grossistes. Selon elle, la décision du gouvernement d'appliquer une marge régressive sur certains médicaments, sans analyse approfondie de la part des techniciens du ministère du Commerce, est prise de manière précipitée. Cette mesure concerne huit des onze types de produits pharmaceutiques, incluant plus de 550 articles tels que les inhalateurs, les vaccins, les produits antiacides, les produits biologiques, les médicaments anticancéreux, cardiovasculaires, antidiabétiques et contre l'hypertension, ainsi qu'un 'mark up' maximum de 30% sur les autres produits pharmaceutiques.

Norina Sookmoulla déplore le fait que les importateurs réalisent des chiffres d'affaires de l'ordre de 80 à 100 millions de roupies, tandis que les petits détaillants ne génèrent que des miettes, allant de 50 000 à 1 million de roupies annuellement. Elle s'inquiète de la survie des petites pharmacies face à la concurrence des gros importateurs qui s'accaparent une part importante des bénéfices.

Drogue

Un fléau qui a la peau dure

Le Premier ministre, Pravind Jugnauth, a exprimé son agacement face aux interrogations de la presse concernant plusieurs affaires de drogue visant des opposants. Le chef du gouvernement s'est exprimé à l'Université de Maurice lors d'une intervention devant les étudiants, dans le cadre de la Journée internationale contre la drogue, célébrée le 26 juin. Pravind Jugnauth a appelé les médias à contribuer à la lutte contre la drogue, au lieu de se limiter à écrire sur des cas de «planting» pour faire sensation. Selon le PM, cela crée un climat de terreur dans le pays, et entrave son combat contre le crime organisé lié à la drogue.

Mais force est de constater que malgré ses rappels répétitifs selon lesquels son gouvernement s'engage fermement contre le trafic de drogue, la prolifération, la vente et les conséquences croissantes liées à l'utilisation de substances continuent de se développer au détriment de la nation mauricienne, en particulier de la jeunesse. Sollicité pour son expérience dans la lutte contre la drogue, Sam Lauthan, travailleur social de longue date et un des assesseurs de la commission Paul Lam Shang Leen, soutient que la mafia est tellement puissante qu'elle s'est infiltrée partout, comme l'a fait d'ailleurs ressortir le Premier ministre lui-même.

« Comment savaient-ils que nous ne vérifions pas les bonbonnes de gaz et les tractopelles ? Ce ne sont que deux exemples de la manière dont les failles du système sont exploitées ! », souligne Sam Lauthan. Il explique que les trafiquants disposent de ressources illimitées, qui dépassent le PIB du pays. « The sky is the limit », affirme-t-il. Le travailleur social évoque également la capacité des cartels de drogue à mettre en place des systèmes de blanchiment d'argent, notamment à travers les crypto-monnaies, et affirme



qu'ils peuvent tout contrôler, selon son expérience en tant qu'ancien assesseur de la Commission d'enquête sur la drogue.

Selon le travailleur social, le PM n'a d'autre choix que de faire face à la mafia de front. Il suggère à ce dernier de s'entourer de personnes compétentes pour lutter contre la prolifération de la drogue à Maurice, et est d'avis que les officiers corrompus et malhonnêtes, ainsi que les trafiquants, doivent être sévèrement jugés. « Si ces officiers corrompus pouvaient voir ne serait-ce qu'un pour cent des larmes des mamans, des épouses et des filles des victimes de la drogue, que nous, les travailleurs de terrain, affrontons quotidiennement, peut-être qu'ils auraient le courage d'affronter la mafia », laisse entendre Sam Lauthan.

Imran Dhannoo :
« La presse est un outil essentiel pour transmettre le message »

Pour le travailleur social Imran Dhannoo, la situation de la drogue est très alarmante. Le nombre de nouveaux cas ne cesse d'augmenter ces dernières années, explique-t-il en tant que responsable du centre Dr Idrice Goomany. Il souligne

que les cas recensés sont aussi fréquents en ville que dans les régions rurales.

Il évoque le lancement de son dernier programme préventif, mis en place pour lutter contre le rajeunissement des consommateurs de substances, en collaboration avec l'UNODC (United Nations Office on Drugs and Crime). Le programme «Family United» vise à impliquer à la fois les enfants et leurs parents. Des sessions de deux heures par semaine sont dispensées séparément aux parents et aux enfants (âgés de 11 à 16 ans) pendant la première heure, puis une formation combinée pour les adultes et les enfants est proposée durant le reste du programme. Les sessions s'étalent sur une période de quatre semaines. L'objectif est de faciliter le dialogue et d'améliorer la relation entre parents et adolescents, qui sont vulnérables à la tentation de consommer des drogues.

Selon Imran Dhannoo, la prévention ne doit pas se limiter à la sphère familiale, mais doit également s'étendre aux domaines politique, social et économique. « Nous avons besoin d'une approche multifactorielle pour lutter contre ce fléau. Malheureusement, de nombreuses familles ont déjà été victimes d'abus de substances, c'est pourquoi nous ciblons des endroits dits 'vulnérables' afin d'étendre notre champ d'action. Nous venons de lancer des formations, notamment le programme 'Family United' avec la Madrassah de la Mosquée Noor E Islam, et nous souhaitons nous étendre pour toucher davantage de personnes. »



Giovanni, 15 ans : « Je suis accro à la drogue synthétique »

C'est dans un faubourg de la capitale que nous avons rencontré Giovanni. Cet adolescent de 15 ans, consommateur de drogue synthétique, a attiré notre attention. Assis devant un distributeur automatique, il mendie, non pas pour de la nourriture, mais pour se procurer de la drogue. Après avoir engagé la conversation, l'adolescent accepte de nous parler de sa descente aux enfers, la consommation de drogue synthétique.

« Mo pena parent ek mo ti pe rest kot mo grand-mère, aster mo zis al dormi laba, mo pass mo letemps lor chemin, mo bzn trouve Rs 250 tou les zour pu mo pren mo bann dose, sinon mo lekor tremble. Fer 2 ans depi ki mo pren synthétique tou les zour. Ena foi mo oblizze kokin. Des fois bann marchant la donn credit, des fois zot pa done », nous confie Giovanni, avant d'interrompre la conversation pour nous demander de l'argent.

Le fléau de la drogue ne touche plus seulement les personnes les plus démunies socialement, comme c'était le cas auparavant. Aujourd'hui, toutes les sphères sociales comptent des usagers de substances. Selon Imran Dhannoo, président du Centre Idriss Goomany à Plaine Verte, on observe également une féminisation des consommateurs de drogue sur le territoire mauricien.

Kajal, chef d'équipe dans un centre d'appel :
« Mo oblize consommer pu tini pression travay »

Cadre travaillant dans une entreprise de BPO depuis plusieurs années, Kajal nous parle de la pression professionnelle. La jeune femme de 33 ans consomme régulièrement du cannabis pour décompresser, car elle évolue dans un environnement où elle subit beaucoup de pression.

« Mo prend zis cannabis, preske tou le zour, mo bann chef pren lot zafer la, zot kav afford. Li pu hypocrite pu dir ki dans le monde professionnel pena consomateur de drogue, partou ena li, mo pu mem dir ki cannabis li aide mwa pu relax ek mo kav mo travay bien, sinon mo ti pu fini fer enn 'burn-out' ! Mo sagrin ki dimounn zot regard al zis lor bann ti dimounn ki rentre dans enn problem addiction, zot tou pense ki zis sa bann dimounn la ki drogué, mais la vérité c'est que dans le monde des affaires aussi, il existe « toxicos sociables », confie-t-elle.

Questions parlementaires

Air Mauritius, SST et Chagos au cœur des préoccupations

Dix-huit questions seront adressées au Premier ministre, Pravind Jugnauth, lors des travaux parlementaires de ce mardi 4 juillet 2023. Les sujets abordés, suscitant l'intérêt des membres de l'opposition lors des débats, incluent l'affaire Air Mauritius, la Special Striking Team (SST) et les Chagos.

Le député du PTr Farhad Aumeer souhaite interroger le Premier ministre Pravind Jugnauth sur le nombre de saisies effectuées par la SST lors d'opérations spécifiques, ainsi que sur les sommes d'argent et les objets restitués à leurs propriétaires respectifs en cas de non-poursuite. Eshan Juman demandera, lui, au Premier ministre de soumettre une liste des avocats dont les services ont été retenus par le Commissaire de Police (CP) depuis juin 2021. Il veut aussi savoir si les services de deux avocats ont été retenus sur une base pro-bono pour assister l'ASP Jagai sur le plateau d'une émission radiophonique.

Le député du MMM Reza Uteem s'intéresse à l'affaire Air Mauritius. Il demande au

chef du gouvernement de fournir des informations sur l'acquisition des avions Airbus par la compagnie aérienne, et souhaite savoir si le gouvernement a reçu une demande d'aide financière de la part d'Air Mauritius, et quel en est le montant. Le leader du Rassemblement Mauricien souhaite, quant à lui, obtenir des informations sur le montant d'argent obtenu grâce à la vente des anciens avions, ainsi que sur le coût de l'acquisition des nouveaux avions.

Arvin Boolell, le chef de file du PTr, compte interroger le Premier ministre sur la réinstallation des Mauriciens d'origine chagossienne dans l'archipel des Chagos. Il souhaite savoir si le gouvernement a fait un rapport à ce sujet, et s'il a créé une 'Task Force' à cet égard. En ce qui concerne la Brigade pour la Protection de la Famille, la PPS Sandra Mayotte interrogera le Premier ministre sur le nombre d'interventions effectuées depuis 2020, et dans chaque cas le nombre d'arrestations et les mesures prises.

Le député Richard Duval demandera au Vice-Premier ministre Anwar Husnoo de fournir des informations sur le projet de rénovation du marché de Mahébourg, et d'indiquer l'état d'avancement du projet. Le ministre de la Santé, Kailesh Jagutpal, devra

répondre à une question du député rouge Farhad Aumeer concernant les 'Health Care Assistants'. Il souhaite connaître les critères d'éligibilité pour leur recrutement, ainsi que les modalités et le nombre de recrutements effectués dans chaque hôpital régional depuis 2019 jusqu'à ce jour. Kailesh Jagutpal devra aussi répondre à une question de Karen Foo Kune Bacha, du MMM, sur les protocoles de plainte mis à la disposition des patients hospitalisés ou ambulatoires.

Le député Patrice Armance, du PMSD, interrogera le ministre de l'Économie, Sudheer Maudhoo, sur la subvention pour l'acquisition de navires semi-



industriels. Il souhaite connaître le nombre de demandes reçues et traitées jusqu'à présent, ainsi que sur le montant des fonds décaissés, et si la subvention sera prolongée pour la période 2023/2024. Le député du PTr Eshan Juman axera

une des ses questions sur la construction de logements sociaux par la New Social Living Development Ltd. Il interrogera le ministre des Terres et du Logement, Steven Obeegadoo, et lui demandera si un contrat a été attribué à N.G & CO Ltd, et le cas échéant, de fournir davantage de détails.

La députée du MMM, Navarre Anne Marie, interrogera la ministre de l'Égalité des genres, Kalpana Koonjoo-Shah sur les enfants des rues. Elle souhaite savoir si la ministre propose des modifications à la législation existante pour renforcer leur protection, et si oui, quand prévoit-elle de le faire.

Décès de l'aide-soignante Parveen Toofany

Ses proches envisagent des actions légales contre les autorités

Le 'Ministry of Health Employees Union' a organisé, mercredi, une 'candlelight' en hommage à l'aide-soignante Parveen Toofany, décédée la semaine dernière à l'âge de 43 ans. Après avoir subi une hémorragie cérébrale, cette habitante de Quartier Militaire avait été admise aux soins intensifs de l'hôpital Jeetoo. Malheureusement, après plus d'une semaine d'hospitalisation, elle a rendu l'âme le 21 juin dernier.

Aabid Mungur, le neveu de Parveen Toofany, présent à l'événement, nous confie que la famille a du mal à accepter que sa tante ne soit plus parmi eux. Le jeune garçon nous raconte qu'il vivait chez elle et affirme que les membres de la famille étaient conscients du problème qui avait débuté lors de la pandémie de Covid-19 et qui affectaient les employés de l'hôpital de Moka.

Aabid indique que sa tante avait fait des requêtes concernant les difficultés, dont le surménagement, auxquelles elle était confrontée, mais qu'elles n'ont pas été prises en considération. Il affirme qu'elle avait même demandé un transfert, mais que cela lui a été refusé. Une lettre a également été remise aux autorités, mais rien n'a été fait à ce sujet. De plus, le neveu de Parveen Toofany affirme que sa tante était victime de chantage de la part des autorités.

Pour l'instant, la famille envisage d'entamer des démarches légales, car elle veut faire la lumière sur la mort de leur proche, et que justice soit rendue. « Nous prend nous avocat nous pour aller devant la cour et nous pour décider de la marche à suivre », a déclaré Aabid.

Manque de personnel dans les hôpitaux

Amarjeet Seetohul, président de la 'Ministry of Health Employees Union', énumère, pour sa part, les nombreux problèmes liés à cette tragédie, ainsi que ceux auxquels le personnel de santé est confronté. Il souligne que le nombre de patients augmente de manière significative, tandis que le personnel pour combler les lacunes et alléger la charge de travail des aides-soignants est insuffisant. D'ailleurs, Parveen Toofany, assaillie par le 'workload' conséquent, lui en avait fait part et estimait qu'il fallait embaucher davantage de personnel soignant.

« Lorsqu'en tant que président, j'ai exposé ces faits à la direction, on m'a informé qu'aucun salarié supplémentaire ne serait recruté, et



qu'on devra faire avec les effectifs existants. Je considère cela comme inacceptable. En fin de compte, c'est l'épuisement professionnel du personnel qui a conduit à une telle situation », déplore Amarjeet Seetohul. Le président du syndicat regrette que rien ne soit fait pour remédier à la situation.

En ce qui concerne le manque de personnel, Amarjeet Seetohul ajoute que cette question a été soulevée à maintes reprises auprès du ministre Kailesh Jagutpal, mais qu'aucune mesure n'a été prise. La situation perdure non seulement au 'Subramania Eye Hospital', mais également dans d'autres hôpitaux à travers l'île. Il demande qu'une solution soit trouvée d'urgence pour résoudre le problème de l'épuisement professionnel des employés, et met également l'accent sur le fait que le recrutement ne peut pas se faire de manière arbitraire. Selon lui, le ministère doit mettre en place un comité bien structuré pour déterminer le nombre de personnes supplémentaires à recruter. Il revient également sur le fait que, selon la loi du travail, l'employeur doit être à l'écoute de l'employé.

« Je demande qu'une enquête approfondie soit menée afin de déterminer la cause du décès de Parveen Toofany, et j'atteste qu'il est important et primordial de savoir qui est responsable, et comment elle est décédée », déclare-t-il.

Amarjeet Seetohul insiste également sur le fait que le harcèlement gagne du terrain dans ce secteur, et regrette que le ministère ne prenne pas cette situation en considération. Malgré des rencontres avec les personnes concernées, la soumission des cas et l'assurance que le

ministre en personne a pris conscience de ce problème, rien n'a été fait. « Ne rien faire pour combattre ce problème donne l'opportunité aux harceleurs de continuer leurs méfaits. Je lance donc un appel au ministère afin qu'il revoie ces problèmes en profondeur, et que le personnel puisse travailler sans faire face à une telle situation », conclut-il.



Aabid Mungur

Radhakrishna Sadien :

« Nous espérons que le ministère mènera une enquête approfondie »



Évoquant le cas de la Health Care Assistant, Radhakrishna Sadien souligne que la situation ne date pas d'aujourd'hui. Il avait déjà attiré l'attention du ministère sur le manque de personnel dans le secteur de la santé. Les employés sont actuellement sous pression et il en a déjà fait part au ministre. Il a également rappelé que lors des consultations budgétaires récentes, le GSEA (Government Services Employees Association) avait demandé une augmentation des effectifs, mais cela n'a pas été pris en considération. « Voici le résultat », affirme-t-il.

« Nous sommes profondément touchés par ce qui s'est passé avec l'employée, et nous espérons que le ministère de la Santé mènera une enquête approfondie dans ce cas particulier afin d'éviter une telle situation à l'avenir », lance-t-il. Radhakrishna Sadien demande que des mesures correctives soient prises pour garantir un nombre suffisant de personnel dans les différents secteurs des hôpitaux, que ce soit dans la pharmacie ou le département des radiographies. Il dit avoir soulevé ce problème à plusieurs reprises, en vain. « En dehors des cliniques privées, nous avons environ 15 hôpitaux dans le pays, mais seulement 4 cabinets de recrutement. Comment est-il possible de travailler dans de telles conditions ? », interroge-t-il.

« Comment peut-on prétendre avoir une bonne qualité de vie lorsque les employés travaillent dans des conditions inappropriées ? Il est nécessaire de revoir toute la stratégie afin de remédier à ce problème », conclut-il.

Un modèle de réussite

La détermination de Nooshreen Gowsee, conductrice d'autobus

La plupart des femmes ont pour ambition de travailler dans un cadre spacieux, dans un bureau, ou de devenir chef d'entreprise. Nooshreen Gowsee, elle, a opté pour un environnement ouvert en tant que chauffeur d'autobus. Nous avons rencontré cette résidente de Pamplemousse âgée de 27 ans, qui partage avec nous son histoire et son parcours. « *Mo ti toujours passionné par la conduite et mo ti content travail dans sa domaine la même* », raconte la jeune femme. Elle est complètement fascinée par les gros véhicules et a récemment fait de sa passion son gagne-pain. Cela fait déjà trois semaines qu'elle a rejoint l'équipe de United Bus Service Ltd (UBS).

Nooshreen explique qu'elle a commencé à travailler dans ce domaine en compagnie de son père, sur de gros engins. C'est à ce moment-là qu'elle a découvert sa passion. De plus, lorsqu'elle était en vacances chez sa tante en Angleterre, elle a croisé la route de plusieurs femmes qui travaillaient en tant que conductrices de train et de bus. À son retour à Maurice, elle a donc exprimé le souhait de suivre cette voie à son père. Au départ, elle voulait devenir Train Captain à Métro Express, mais elle n'avait pas la licence d'autobus ni l'expérience requise pour ce poste. Elle a finalement décidé de postuler à UBS et

a commencé comme receveuse, puis a suivi une formation offerte par la compagnie et a récemment débuté comme conductrice d'autobus.

« *Je voulais être indépendante et ne pas dépendre de mon père. C'est pourquoi j'ai pris la décision de faire ce travail, afin d'acquérir de l'expérience et d'apprendre davantage. Ce premier emploi en tant que chauffeur de bus est une fierté* », dit-elle. Issue d'une famille modeste, elle a suivi les traces de son père et son oncle, eux aussi chauffeurs. En effet, grandissant dans cet environnement, elle a naturellement développé une passion pour ce travail. Au fil des années, son père l'a soutenue et guidée dans cette voie, renforçant ainsi sa volonté de progresser dans sa carrière. « *J'aimais travailler au volant de poids lourds, et d'autres engins.* »

En ce qui concerne sa scolarité, Nooshreen explique qu'elle a étudié jusqu'à la Form 5. Elle a ensuite travaillé avec son père comme chauffeur de camion, avant de rejoindre le département des ventes et du marketing d'une compagnie. Finalement, elle a décidé de se lancer dans ce qu'elle avait toujours rêvé de faire. « *J'adore*



mon travail, et je souhaite m'épanouir davantage et progresser au sein de la compagnie. Mon objectif est de devenir conductrice de train à Métro Express à l'avenir », nous confie-t-elle.

Durant son parcours, Nooshreen a dû faire face à divers obstacles, notamment le fait d'être une femme. Certains pensaient que ce type de travail était réservé aux hommes. « *Les gens parlaient, mais je n'en ai pas tenu compte. Mes parents, et en particulier mon père, n'avaient aucun problème avec le choix de travail que j'ai fait* », souligne-t-elle.

« *De nos jours, les jeunes sont souvent paresseux et ne se donnent pas les moyens d'atteindre leurs objectifs. Ils veulent tout avoir facilement. Mon souhait*

est de voir les femmes se développer, intégrer des entreprises et montrer qu'elles peuvent accomplir des travaux traditionnellement réservés aux hommes. J'aimerais voir d'autres femmes devenir chauffeurs d'autobus », ajoute-t-elle.

Ainsi, Nooshreen Gowsee encourage les femmes à surmonter leurs peurs, et à oser essayer des choses, car rien n'est impossible dans la vie. « *Lorsque j'ai commencé ce travail, beaucoup de gens me regardaient, surtout lorsque je conduisais le bus, mais je ne me suis pas souciée de leur avis, car je suis satisfaite et fière de ce que je fais. Je ne prends rien à personne, je travaille pour subvenir à mes besoins* », conclut-elle avec conviction.

Anas Suhail Khudaroo

Un jeune entrepreneur expert dans l'industrie des pneus

À l'âge de 29 ans, Anas Suhail Khudaroo est déjà le propriétaire et gestionnaire de son entreprise, 'Tyre Line Pro', spécialisée dans le domaine de l'automobile. Fondée le 10 juin 2022, elle est consacrée au montage, à l'entretien, à la réparation et à la vente de pneus. Nous avons rencontré le jeune homme, dans son atelier à Bonne-Terre, Vacoas.



Avant de se lancer en tant que chef d'entreprise, il a travaillé dans le domaine de la restauration, aux côtés de son père, dès l'âge de 17 ans. Il gérait un petit snack et préparait de la nourriture qu'il vendait ensuite. Toutefois, passionné par les voitures depuis son plus jeune âge, il a voulu s'orienter vers ce domaine. « *Mo ti toujours content ban zafer loto c'est sa*

ki finn faire ale dans son business la », explique-t-il.

Le jeune homme connaît les différents types de pneus sur le bout des doigts. « *Cela fait un an que j'ai lancé mon atelier Tyre Line Pro. Comme son nom l'indique, mon entreprise est spécialisée dans tous les services liés aux pneus, pour tous types de véhicules. De la vente au montage, en passant par la réparation et l'entretien, je m'occupe*

de tout », raconte-t-il. Pour Anas, il ne s'agit pas seulement de posséder quatre pneus pour se déplacer, mais aussi de veiller à leur entretien afin de garantir la sécurité des passagers et des autres usagers de la route. Son atelier, qui emploie trois personnes, accueille quotidiennement plus d'une dizaine de clients. Grâce à une croissance

constante de son chiffre d'affaires, Anas envisage d'élargir son équipe et d'ouvrir de nouveaux établissements pour mieux faire connaître ses produits.

Chez Tyre Line Pro, on privilégie les pneus de qualité premium, sélectionnés auprès d'importateurs de confiance. Leur gamme comprend des marques renommées telles que Bridgestone, Michelin, Continental, Toyo, Giti, GT, Radial, Saferich, Kapsen, Rovelo, Westlake, et bien d'autres. L'ascension d'Anas dans ce domaine ne s'est pas faite sans détermination. Malgré les doutes émis par certaines personnes lorsqu'il a lancé son activité, il a su faire preuve de persévérance et d'audace pour parvenir là où il en

est aujourd'hui.

« *Après mes études secondaires, je ne voulais pas suivre de cours universitaires. J'ai dit à mes parents que je voulais me spécialiser dans les pneus de voiture. Au départ, je pensais qu'ils allaient refuser, mais à ma grande surprise, ils m'ont encouragé à aller de l'avant. J'ai fait mon apprentissage chez mon oncle, qui possède un atelier à Plaine Verte, et une fois que j'ai acquis les compétences nécessaires, j'ai décidé de me lancer. Aujourd'hui, je suis fier d'être le gérant de cette entreprise.* », nous raconte-t-il.

Si vous êtes à la recherche d'un service professionnel et d'une expertise en matière de pneus, n'hésitez pas à rendre visite à 'Tyre Line Pro'. Anas, le gérant passionné, se fera un plaisir de vous guider !



Libre Expression

20 Mai 75



Le 20 mai 1975 représente une date historique pour les étudiants. Cette grève mémorable est à jamais gravée dans ma mémoire. À l'époque, j'étudiais au collège islamique de Port-Louis, et je me souviens que jamais auparavant les étudiants n'avaient été aussi enthousiastes.

Je continue de penser que c'est la magie et le courage des 20 000 élèves de différents collèges, toutes communautés confondues, qui, comme une seule nation et unis, ont décidé de manifester sans aucune crainte face aux RIOT qui n'avaient aucune pitié pour nous.

La réaction de la police à notre égard a été extrêmement violente. Des centaines d'étudiants ont été touchés par les gaz lacrymogènes. Dans certains endroits, les forces de l'ordre étaient accompagnées de chiens et de matraques, qu'elles n'hésitaient pas à utiliser contre les étudiants.

Nous étions fiers. En tant que jeune enfant issu d'un village, je me suis joint à des élèves plus âgés que moi pour exprimer avec sincérité notre mécontentement face au système éducatif de l'année 1975.

Nous, étudiants de l'époque, nous

rappellerons toujours qu'en 1975, de nombreux problèmes existaient et que la grève était indispensable pour alerter les autorités gouvernementales.

Nos parents rencontraient beaucoup de difficultés pour payer les frais de scolarité, car l'éducation n'était pas gratuite, et il y avait beaucoup d'autres problèmes.

Nos écoles étaient payantes, et de nombreuses personnes ne pouvaient pas y accéder en raison de leur situation financière. Je me souviens encore des slogans réclamant des bourses d'études, une éducation gratuite, une éducation équitable et des infrastructures scolaires adéquates.

À mes yeux, le 20 mai a été une véritable révolution estudiantine.

Cette manifestation historique de 1975 a finalement porté ses fruits à Maurice, avec l'introduction de l'éducation gratuite en 1976, qui a été mise en œuvre en 1977.

Je conseille vivement à la nouvelle génération de ne jamais hésiter à se battre pour ses causes et ses droits.

Vive les étudiants de 1975 !

■ **Rajesnarain Guttea**

Mosquée Al Aqsa : Une deuxième campagne de sensibilisation contre la drogue



'Say No to Drugs'. L'événement s'est déroulé le dimanche 25 juin 2023, dans la Madrassah de la mosquée située à Plaine Verte, de 9h à 15h.

Noor Peerbaye, président d'Al-Aqsa, explique que l'objectif de cette campagne est de conscientiser les jeunes sur le fléau de la drogue qui prend de l'ampleur. « Il est important de prendre conscience de ce problème qui affecte les jeunes de nos jours », dit-il. Il convient de mentionner que c'est la deuxième fois que les membres de la mosquée organisent un tel événement. Selon le président, il est crucial d'informer et de sensibiliser les jeunes afin qu'ils ne tombent plus

Le thème de la campagne de sensibilisation contre la drogue organisée par la mosquée Al Aqsa était

dans ce piège. L'accent a été mis sur les différents types de drogues, ainsi que sur les mesures préventives à prendre.

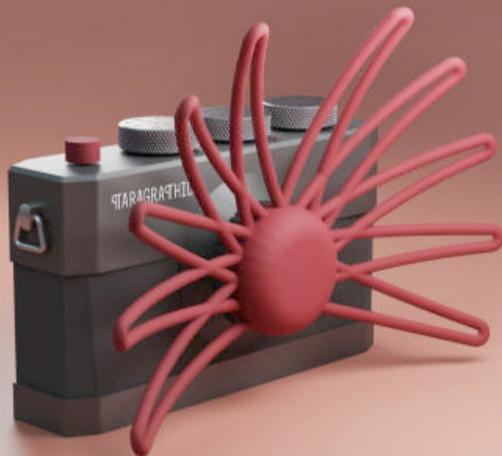
Pour notre interlocuteur, la prévention et l'éducation des jeunes sont d'une importance capitale. « Nous ne pouvons pas prédire dans quelle direction les jeunes peuvent s'engager, c'est pourquoi il est essentiel de leur montrer que nous sommes là pour les guider », explique-t-il. Il ajoute que les filles ont été incluses dans cette campagne de prévention, alors qu'auparavant seuls les garçons étaient présents. « Il est nécessaire d'avoir une génération plus consciente des événements qui se déroulent autour d'elle, afin qu'elle soit de mieux en mieux protégée contre ce fléau », a-t-il conclu.

Des certificats ont été remis aux jeunes pour qu'ils deviennent les ambassadeurs de demain, et puissent encourager davantage de personnes à s'impliquer dans le combat contre la drogue.

Paragraphic Camera

Lensless AI based 3D printed camera

By Muhammad Umar



This most advance camera doesn't feature lens. Designed by a Dutch engineer Bjørn Karmann, it uses, instead, location data and artificial intelligence to visualize a "photo" of a specific place and moment. The camera exists both as a physical prototype and a virtual

camera that you can try. It has strange crimson-hued TV-aerial-like attachment in a spider web shape.

This camera works with the viewfinder and uses real-time description of your current location,

and by pressing the trigger, the camera will create a scintigraphic representation of the description. So, it is considered as use of AI in photography.

It is equipped with three physical dials, which let you control the data and AI parameters to influence the appearance of the photo, similar to how a traditional camera is operated.

Body of camera is 3D printed by the Engineer. This needs a paragraph

of information containing a brief description of the place, GPS data, and weather, temperature, and date, to generate a real image of the scene in front of the camera.

Above is a screenshot from Noodl, that engineer used to build the web app that communicates between the camera and the multiple APIs to generate the location-based prompt and the image itself.

Hardware: Raspberry Pi 4, 15-inch touchscreen, 3D printed housing, custom electronics.

Software : Noodl, Python code, Stable Diffusion API.

Le concept de Ummah

« Cette communauté, la vôtre, est une seule communauté, tandis que Je suis votre Seigneur. Craignez-Moi donc. » (Surah 23 Verset 52)

N'ayant pas vécu aux temps des Khilafah, n'ayant pas vécu l'état islamique en place, n'ayant pas vécu non plus sous la législation d'Allah, il nous est difficile de comprendre, voire de saisir le concept de la Ummah dans son amplitude. Notre mentalité de colonisés aidant, nous nous sommes distanciés de ce concept, pourtant exclusif à l'Islam.

Et pourtant, d'autres religions pour lesquelles ce concept était totalement étranger, se le sont accaparé, les diasporas respectives aidant.

L'indifférence, voire la léthargie de la communauté musulmane ainsi que du monde musulman, face aux nombreuses attaques contre les Musulmans et la montée de l'islamophobie, relève du manque de compréhension des uns, ou de la désinvolture des autres, face au concept fondamental de la Ummah.

Chez nous, nous témoignons du manque d'intérêt, mais aussi de l'indifférence des Musulmans, face aux persécutions des Ouighours au Xinziang, au génocide en Inde et au Cachemire, aux agressions perpétuelles des enfants et au génocide en Palestine, aux extractions des enfants musulmans de leur famille d'accueil en Allemagne, aux attaques islamophobes en Australie, au Canada, en France, aux Etats Unis, en Allemagne, au Danemark,

et en Suède ...

D'autre part, nous assistons, impuissants, aux voltefaces, aux trahisons, aux actions islamophobes des chefs d'Etats musulmans. L'admission de Bashar el Assad au sein de la Ligue Arabe est une démonstration de la complicité des Arabes à la persécution en Syrie. Nous sommes indifférents au génocide des Musulmans au Yémen par l'armée saoudienne avec la complicité des Etats Unis.

Adhérent aux Accords d'Abraham, nos chefs d'Etats ont enterré le concept de la Ummah, se faisant les alliés d'Israël. Ces Accords, tant décriés ailleurs, ont fait de nos chefs d'Etats des collaborateurs, voire des traîtres à la Ummah.

Chaque musulman fait partie d'une seule Ummah. Le concept de la Ummah transcende la race, les frontières, le statut social, le temps, et toutes différences qui peuvent exister entre les humains. Sans les musulmans turcs, les musulmans pakistanais, les musulmans algériens et tant d'autres, il n'y a pas de Ummah. La Ummah ne comprend pas que des Arabes. Qu'on le veuille ou non, nous faisons aussi partie de cette Ummah globale.

Dans le Coran, les versets suivants Allah (SWT) parlent de cette communauté :

« Vous êtes la meilleure communauté, qu'on ait fait surgir pour les hommes. Vous ordonnez le convenable, interdisez le blâmable et croyez à Allah. Si les gens du Livre croyaient, ce serait meilleur

pour eux, il y en a qui ont la foi, mais la plupart d'entre eux sont des pervers » (Surah 3 Verset 110)

Parmi les Hadith qui parlent du concept de la Ummah, nous pouvons retenir le suivant :

Nu'man bin Bashir (R.A) rapporte que le Prophète Muhammad (SAW) a dit : « Les croyants en leur bonté mutuelle, la compassion et la sympathie, sont comme un seul corps. Quand l'un des membres souffre, tout le corps y répond avec éveil et fièvre ». (Bukhari et Muslim).

Par ailleurs, le Prophète Muhammad (SAW) affirme que la Ummah est comme un mur, dans lequel chaque brique soutient l'autre, et chaque brique dépend de l'autre.

Et ce fut justement l'infiltration, chez nous, de concepts kufri, étrangers à l'Islam, tels que la laïcité, le nationalisme, la démocratie, qui donnèrent le signal à la contamination de nos esprits, à la dilution du message coranique, à l'infection de la Ummah.

Outre le concept de Ummah, nous avons balayé d'un revers de la main les concepts de la soumission, de la aqeeda, du sacrifice, de la fraternité, du hisbah. Nous avons, en adoptant le nationalisme, accepté le fractionnement de la Ummah musulmane, d'où notre indifférence aux souffrances des Ouighours, aux cris de désespoir des Rohingyah, aux douleurs des Palestiniens...

Profitant de notre faiblesse dans la compréhension des concepts idéologiques, les ennemis de l'Islam ont inventé l'islamophobie. Nous avons déjà vu que l'islamophobie est une stratégie bien calculée pour éliminer les Musulmans minoritaires physiquement, mais surtout pour imposer à la Ummah une forme de l'Islam qui leur est acceptable. Et cela avec la complicité de chefs d'états musulmans, dont Mohammad Bin Zayed des Emirats Arabes Unis, ou Bin Salmaan de l'Arabie Saoudite, ou Sissi en Egypte.

La situation des musulmans à travers le monde est comparable à une barque sans gouvernail. L'absence d'un chef à la tête de la Ummah se fait sentir. Ceux qui sont censés défendre les intérêts de la Ummah, à l'instar des dirigeants arabes, se sont ralliés aux ennemis de l'Islam. A qui profite la fragmentation de la Ummah ?

Face à notre difficulté à nous affirmer en tant que Musulmans, les islamophobes ont mis en place leur stratégie pour imposer à la Ummah un modèle de l'Islam qui leur est acceptable. Un Islam qui abandonne le hisbah, qui délaisse l'engagement politique pour une meilleure société, et qui abolit le jihad intellectuel.

Il est impératif, en ces jours sombres, que la Ummah revienne aux principes de l'idéologie islamique, un retour qui repose sur la pensée critique.

Ancient Text for a Modern world?

Muslim Scholars and intellectuals have failed lamentably to pool their knowledge and thought in an attempt to rediscover the spirit of Islam in the context of modern life. The Prophet of Islam, Muhammad (s.a.w) stood between the ancient and the modern world. In so far as the source of his revelation is concerned, he belongs to the ancient world; in so far as the spirit of his revelation is concerned, he belongs to the modern world. The fact that Islam is capable of belonging to the modern world makes it possible to recognize that it is a living and dynamic force.

Throughout the Islamic history of about 1,400 years, Islam has been one of the most cherished, and at the same time, one of the most misunderstood faith. The source of this conflict is that Islam is not the name of a personal or inner experience alone. It also seeks to govern and direct the everyday life of not only individuals but of the entire human race regardless

of the elements of time, place, and colour of social status.

It is in its application to practical life in its totality that Islam is apt to become the subject of conflicts and controversies. It is the task not of theologians alone but also of jurists, humanists, educationists and administrators to brush off the cobwebs of these confusions and controversies and reach the real core of what the spirit of Islam implies.

It is an irony of history that, while rejecting the institutions of organized priesthood, Islam has often fallen into the hands of priests. In the term "priest", I do not include the great saints, mystics, traditionalists, thinkers and other men of piety who form a distinct class by themselves. On the contrary, the organized priesthood in Islam is made up of half-baked and ill-educated Scholars who for centuries have monopolized the pulpit. On the hand, the Mullah has woven into Islam a crazy network of fantasy and fanaticism. On the other, he has

often tried to use it as an elastic cloak for political power and expediencies. The result in both cases is chaotic.

Inside the mosques, the preachers have made Islam into a fairy-tale immerses in strange superstitions and opposed to all forces of progress. And outside the mosque, they have often made it a pliant handmaid of power politics. If I may presume to say so, Islam was not born to be a captive in the four walls of mosques and palaces. It is a fallacy to make it subservient to the imperfections of transient values and expediencies. Islam is too dynamic and too eternal to be imprisoned in the requirements of a passing age. As the intellect of man develops into new dimensions with the discoveries of new avenues of knowledge and science, his understanding of life and religion is bound to grow in similar proportions. What is really changeable and flexible is the human intelligence and not the basic propositions of

Islam. Just as there is no finality in human thought, there can be no dead-end in the understanding and application of a dynamic faith.

In any given period of time, therefore it should be our endeavor to focus on Islam the searchlight of new knowledge and thought so that the scholar in his study, the scientist in his laboratory, the tiller of soil in his corn field and the little school girl in her classroom may all be able to understand and derive guidance from their faith in accordance with the spirit of their times.

The disturbed and fast-changing times in which we are destined to live after a unique setting in which the Islamic principles of universality, fraternity, integrity, mercy, cooperation and goodwill should be brought to light in relation with the affairs of men and nations. The race between the conflicting ideologies of



By Bashir Nuckchady

today is bound to end in atomic smoke unless their materialistic frenzy is mellowed by the intercession of spiritual outlook. Islam provides a practical forum for experimenting with the universal peace without weakness and universal freedom without license.

Often in general discussion the modernity is identified with secular humanism. But economic content of the modernity is neglected. In this business, science, technology, medicine, etc., become very important. It has to be borne in mind that modernity cannot succeed without religion if it is not beneficial to humanity and is not long lasting.

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

Sonam Kapoor dons saree and overcoat for UK PM Rishi Sunak's reception

Sonam Kapoor's industry colleagues like Samantha Ruth Prabhu, Disha Patani and Malaika Arora liked her look for the reception hosted by British PM Rishi Sunak.

Sonam Kapoor made sure she was the biggest stunner at the reception at 10 Downing Street to celebrate UK India week on Wednesday. The actor represented India in a light green floral saree by Rohit Bal and added the English touch by wearing a white overcoat on it. She was styled by sister Rhea Kapoor.

Sharing the pictures of her look for the evening on Instagram, Sonam wrote, "Representing in @rohitbalofficial for the reception at 10 Downing Street to celebrate UK India week. What a beautiful day and so happy I got to wear a sari in the gorgeous London summer."



Dharmendra pens note for Hema, Esha after they didn't attend Karan Deol's wedding

Veteran actor Dharmendra seems to be regretting not personally inviting wife Hema Malini and daughter Esha Deol to grandson Karan Deol's recent wedding. On Thursday, he took to Instagram to post a note about it, seemingly blaming his old age for the error.

Sharing an old picture with his eldest

daughter Esha, Dharmendra wrote a note addressing his daughters, sons-in-law and Hema. He wrote, "Esha, Ahana, Hema and all my darling kids loving Takhtani's and Vohra's I love you and respect you all from the core of my heart age and illness is telling upon me I could have spoken personally to to you but"

Oscars invite Karan Johar, Ram Charan, Jr NTR, Mani Ratnam to become Academy members



The Academy has added 398 new members, many of whom are Indians. The list includes Mani Ratnam, Karan Johar, Shaunak Sen, MM Keeravani and others.

Desi names include RRR actors Jr NTR and Ram Charan, producer Karan Johar and Siddharth Roy Kapur, directors Mani Ratnam and Chaitanya Tamhane, music directors MM Keeravani and Chandrabose,

casting director KK Senthil Kumaran documentary maker Shaunak Sen. 398 new people is about half the figure of recent years as the academy scaled back after working to double the number of women and non-white members, following calls to boycott the glitzy Oscars and an angry social media backlash under the hashtag #OscarsSoWhite due to a lack of diversity.

IAF elated over F-414 engine deal, poses questions on Chinese jet engines

Described as Doval Deal by US Defence Secretary Llyod Austin, the F-414 is a high performance proven engine as compared to indigenous Chinese WS-10 engine.

The armed forces and national security planners are elated with GE-HAL

F-414 engine manufacturing deal as the proven high-performance engine is said to be technologically much superior to the Chinese indigenously produced jet engine WS-10, which itself is a derivative of the Russian AL-31 series engine that powers the SU-30 MKI fighters.





Hailey Bieber breaks the biggest fashion rule after she wears white to a friend's wedding

Hailey Bieber said «I do» to breaking this huge style rule. While the Rhode founder is known for pushing the boundaries with her fearless fashion choices, she upped the ante by wearing white to her friend Stephanie Shepard's wedding. Traditionally, sporting the bridal color is considered a huge no-no, unless, of course, the dress code specifies that it's OK.

It's unclear if Stephanie Kim Kardashian's former assistant and her husband, record producer Larry Jackson approved Hailey's look ahead of their June 24 nuptials. But either way, the skincare mogul celebrated the couple's big day in a white long-sleeve dress by Fanci Club that featured a high-neck collar, sexy side-boob cutouts and a risqué backless design. She accessorized with dainty diamond drop earrings and a fuzzy blue purse.

As for her glam? Hailey stuck to her signature glazed donut skin but added a splash of color with her vivid blue eyeshadow and poppy pink cheeks. She finished off her look with tousled waves and a deep side part.

Chrissy Teigen and John Legend welcome baby boy via surrogate

Five months after the Cravings author gave birth to daughter Esti, she and the "All of Me" singer have welcomed a baby boy via surrogate, a son named Wren Alexander Stephens.

In addition to Esti, the bundle of joy born June 19 joins the couple's kids Luna, 7, and Miles, 5, in the Stephens squad.

"For as long as I can remember, I've always wanted four children," Chrissy wrote on Instagram June 28 while announcing Wren's arrival. «As a little girl, 2 glow worms and 2 cabbage patch dolls were perpetually in my arms, helping me stir in my kitchen, watching Alf with me. We'd sleep together nightly, each getting

the same amount of kisses as to note make the others jealous.»

"My mom always searched for the Pound Puppy with 4 pups in her pouch, having no qualms about opening and peeking inside before purchasing," she continued, before referencing her and John's late son, Jack, who passed away in 2020 when she suffered a pregnancy loss. «After losing Jack, I didn't think I'd be able to carry any more babies on my own. To be honest, I've personally blocked out a lot of my mindset during that time, but one clear memory is being surrounded by people who wanted to make sure I wouldn't go through that pain and loss again."

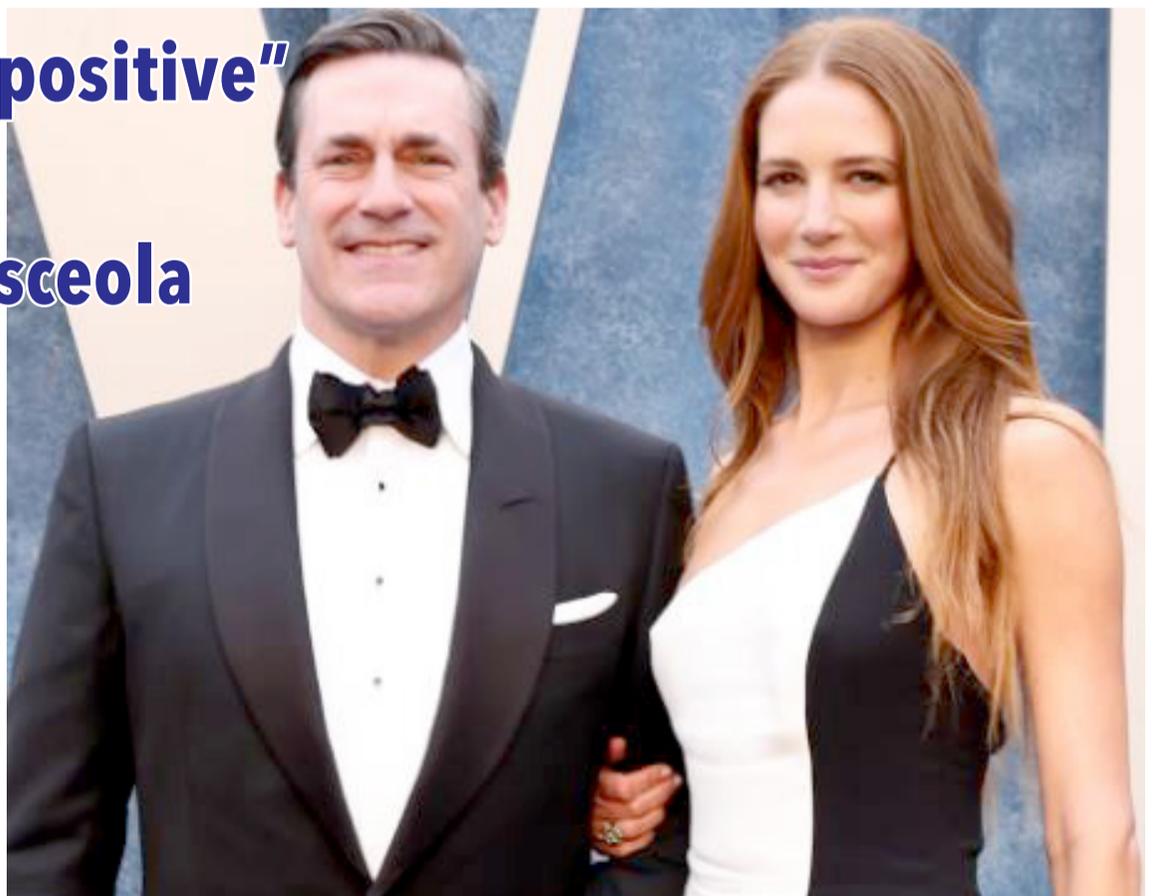


Jon Hamm details "positive" personal chapter in marrying Anna Osceola

Just before tying the knot with Anna Osceola, the Mad Men star gushed over idea of being a husband, calling it «exciting because it's all potential, it's all possibility and it's all positive.»

"It's a signpost and a signifier of the next chapter," Jon shared on the June 28 episode of iHeartRadio's Table for Two podcast, which was recorded shortly before his June 24 wedding to the actress. "Ideally, it gives you and your partner a sense of stability and comfort and an identifying capacity that is better, deeper, richer, than 'it's my girlfriend' or 'my boyfriend' or what have you."

As for the nuptials itself? While the 52-year-old admitted that "all of the minutiae of planning and dealing with it can be mind-numbing," he felt a "sort of calm" after an epiphany about the momentous occasion.



Au moins 13 morts liées aux chaleurs extrêmes aux États-Unis

Une vague de chaleur meurtrière frappe le pays depuis deux semaines. Les températures dépassent souvent les 40°C.

Au moins 13 personnes sont mortes de la vague de chaleur qui frappe depuis deux semaines les États-Unis, de surcroît affectés par une détérioration de la qualité de l'air liée aux incendies de forêt au Canada voisin, ont indiqué vendredi les autorités locales.

Une vague de chaleur frappe durement le sud des États-Unis, en particulier le Texas et la Louisiane, avec des températures dépassant souvent les 40°C, et pour lesquelles les experts pointent le rôle du réchauffement



climatique.

Le Mexique aussi touché

«Dix résidents de notre comté sont morts en lien avec la chaleur et une 11e personne, vivant dans un district voisin mais transportée dans un de nos hôpitaux, a aussi succombé»,

a déclaré vendredi à l'AFP un porte-parole du comté texan de Webb, situé à la lisière du Mexique. La semaine dernière un adolescent avait perdu conscience, puis la vie, lors d'une expédition dans le parc naturel de Big Bend sous un mercure flirtant les 48 degrés

Celsius selon les autorités locales. En pleine vague de chaleur, une dame de 62 ans a également été retrouvée morte en Louisiane dans un secteur où une tempête a laissé des milliers de familles sans électricité et donc sans accès à la climatisation. «Sa mort est liée à la chaleur», a rapporté le ministère de la Santé de cet État américain.

Au Mexique, plus de cent personnes sont mortes entre le 12 et le 25 juin en raison d'une vague de chaleur extrême qui a frappé le nord désertique, frontalier des États-Unis, et la capitale, a indiqué cette semaine le secrétariat (ministère) de la Santé. Tout au nord du continent, le Canada faisait encore face vendredi

à des mégafeux de forêts qui ont mené à des épisodes de pollution atmosphérique sans précédent dans des grandes villes du Québec et de l'Ontario.

La fumée des feux de forêts canadiens poursuivait son chemin plus au sud, dans le Midwest et sur la côte est américaine où au total environ 120 millions de personnes subissent ces jours-ci un épisode de pollution atmosphérique selon les autorités locales. Ce vendredi, la qualité de l'air dans des villes comme New York ou Philadelphie était jugée mauvaise pour la santé, selon la plateforme gouvernementale Airnow, qui évalue la qualité de l'air au pays.

Kenya : Au moins 48 morts et 30 blessés dans un accident de la route

C'est un terrible bilan humain. Au moins 48 personnes ont péri dans un accident de la route dans l'Ouest du Kenya vendredi soir lorsqu'un camion a percuté d'autres véhicules et des piétons à un carrefour très fréquenté, a annoncé la police locale.

« A ce stade nous pouvons confirmer que 48 personnes sont mortes et nous estimons qu'une ou deux autres sont encore coincées dans le camion », a déclaré à l'AFP un commandant de police, Geoffrey Mayek. Il a également fait état d'au moins 30 blessés conduits dans les hôpitaux des environs.

La collision s'est produite vers 18h30 locales sur l'autoroute qui relie les villes de Kericho et Nakuru, dans l'Ouest du pays, à un carrefour très fréquenté. Le camion, en route pour Kericho, « a perdu le contrôle et a percuté huit véhicules, plusieurs motos, des personnes qui se trouvaient sur le bord de la route et d'autres occupées à autre chose », a indiqué Tom Mboya Odera, commandant de la police régionale dans la vallée du Rift, située dans l'Ouest du pays.

Véhicules disloquées

Collins Kipkoech, médecin



principal à l'hôpital du comté de Kericho, a indiqué avoir reçu 45 corps, mais d'autres ont également été transportés vers des établissements distincts. « Et les secours se poursuivent », a-t-il ajouté.

La Croix-Rouge kényane, qui a dépêché des ambulances et des secouristes sur les lieux, a déclaré que de fortes pluies entravaient les opérations de secours. Plusieurs télévisions locales ont montré des images de véhicules disloqués

« Le camion allait à toute vitesse et klaxonnait », a expliqué un témoin de l'accident, Maureen Jepkoech. « Il a essayé d'éviter plusieurs véhicules avant de se retrouver en plein marché ». « J'ai entendu des gens dire que le véhicule avait perdu ses freins. Mais j'ignore si cela a été le cas », a-t-elle ajouté.

Sur Twitter, le ministre des Transports Kipchumba Murkomen a indiqué qu'une enquête sera ouverte après la fin des opérations de secours pour déterminer les causes de l'accident.

« Mon cœur est brisé »

« L'accident s'est produit en un instant », a déclaré un autre témoin, Joel Rotich. « Beaucoup n'ont pas eu le temps de fuir ». « Il y a eu une énorme confusion : les gens criaient et couraient tout autour », a-t-il ajouté.

Sur Twitter, le président kényan William Ruto a présenté ses condoléances aux familles des victimes. « Il est affligeant de constater que parmi les morts certains sont de jeunes gens qui étaient promis à un bel avenir et des commerçants qui effectuaient leurs tâches quotidiennes », a-t-il relevé sur le réseau social.

Russie

Un empire qui vacille

Vladimir Poutine peut-il entraîner la Fédération de Russie tout entière dans sa chute ? De nouveau envisagée, l'hypothèse tétanise les Occidentaux.



La scène se passe à Vilnius, deux jours après la rébellion d'Evgueni Prigojine et des mercenaires de Wagner. À l'origine, Jens Stoltenberg, le secrétaire général de l'Otan, et Gitanas Nausėda, le président lituanien, ne devaient s'y retrouver ce lundi 26 juin que pour assister à un sympathique défilé protocolaire de soldats allemands et baltes et finaliser l'accueil, quinze jours plus tard, de Joe Biden, Emmanuel Macron, Olaf Scholz et des 28 autres chefs d'État et de gouvernement membres de l'Alliance atlantique. Dans les salons de la prezidentūra, ce petit palais du XIVe siècle posé au cœur de la vieille ville, les deux hommes n'ont pourtant pas un instant parlé de logistique. Ils n'ont même pas affiné le menu des discussions du sommet de l'Otan - l'adhésion de la Suède, l'aide milita...

Comprendre les signes bizarres du corps

Une paupière qui tremble, des taches qui apparaissent sur nos ongles ou des bleus sur notre peau... Autant de signes qui nous surprennent et nous déstabilisent. Faut-il s'inquiéter ou pas ? Réponses au cas par cas.

Des paupières qui tressautent

C'est très ponctuel et passager. « *Stress et fatigue sont le plus souvent en cause, un déficit en magnésium étant parfois évoqué* ».

Il vaut mieux consulter si ce tressautement des paupières devient très gênant, se répète plusieurs fois par semaine et s'associe à des tremblements et/ou un manque de force dans les jambes et/ou les bras. « Dans de rares cas, ces signes conjugués peuvent évoquer une maladie neurologique, comme une sclérose en plaques, une maladie de Charcot ou de Lyme. »

Des mouches volantes devant les yeux

Cela ne dure que quelques secondes, et de temps en temps, par exemple lorsqu'on a passé un long moment devant un écran.

Consulter en urgence : si ces "mouches" persistent et s'accompagnent d'une baisse de l'acuité visuelle, même légère : « *Il peut s'agir d'un décollement de la rétine, qui est une urgence ophtalmologique, que l'on suspectera d'autant plus en cas de myopie importante ou d'antécédents de traumatismes sur l'œil.* »

Des fourmillements sur la peau

Rien d'inquiétant si c'est parce qu'on est resté longtemps dans une mauvaise position.

En revanche, consulter rapidement si les fourmillements sont apparus progressivement, vont et viennent, se déplacent parfois d'une zone du corps à une autre... « *Ces signes peuvent révéler une sclérose en plaques* ».

Une sensation de brûlure sans s'être brûlé

C'est exceptionnel et ne dure que 2 ou 3 minutes : « *Sans doute la compression passagère d'un nerf.* »

Consulter rapidement si elle est localisée sur une zone délimitée et se répète : « *On peut supposer une douleur neuropathique périphérique liée à une atteinte des nerfs. Une sensation de décharge électrique, des fourmillements ou une perte de sensibilité sur la zone pouvant également l'évoquer.* » Sciatique, zona, intervention chirurgicale, diabète sont les causes les plus fréquentes de ces douleurs.

Dessecoussesducorpsàl'endormissement

C'est une réaction du cerveau qui déclenche une contraction musculaire lorsque, au moment de l'endormissement, les muscles se relâchent.

Consulter « *si elles s'accompagnent de tremblements ou de mouvements anormaux dans la journée. Il faut vérifier qu'il n'y a pas une autre pathologie, comme une maladie de Parkinson, de Huntington...* »

Une tache de sang dans l'œil

Elle n'est pas liée à un traumatisme et ne s'accompagne d'aucun autre symptôme : « *Elle est le plus souvent liée à la rupture d'un petit vaisseau et va disparaître spontanément. Mais une hypertension pouvant en être à l'origine, mieux vaut faire contrôler sa tension dans le mois.* »

Un écoulement du mamelon

Consulter rapidement, car si cet écoulement est bénin la plupart du temps, d'autres causes potentielles doivent être recherchées, par exemple une infection, un fibroadénome ou un trouble endocrinien. « L'aspect et la couleur de l'écoulement, le fait que le sein soit douloureux ou non, qu'un seul sein soit touché ou les deux vont, entre autres, guider le diagnostic. »

Un trait vertical sombre sur l'ongle

On a la peau foncée et que plusieurs bandes, dont l'aspect ne change pas, touchent un ou plusieurs ongles : « *Elles sont liées à une activation des*

cellules qui, dans la matrice où se fabrique l'ongle, produisent des pigments ».

Consulter rapidement si, quelle que soit sa couleur de peau, une bande sombre et unique apparaît sur l'ongle ou une tache à sa base, qui se modifient vite en s'élargissant : « *Il peut s'agir d'une tumeur maligne débutante, superficielle et guérissable, qui nécessite un examen clinique, voire une biopsie.* »

Des taches blanches sur l'ongle

« *Dans la majorité des cas, les taches blanches sur les ongles sont des petits traumatismes de la matrice de l'ongle, par exemple lorsqu'on refoule la cuticule avec ses autres doigts ou un objet pointu, ou que l'on se mordille l'ongle* ». Parmi les autres causes possibles : du vernis porté en permanence au lieu de 5 jours sur 7 comme le conseille la dermatologue, ou encore une mycose ou un psoriasis.

Entendre battre son cœur dans l'oreille

C'est seulement à l'occasion d'un effort physique important ou d'un stress.

Consulter si ce phénomène se répète de plus en plus souvent et devient gênant : « *Il peut évoquer, entre autres, un acouphène pulsatile, lié à une anomalie du vaisseau cérébral ; une otospongiose, maladie des os de l'oreille ; ou une hypertension artérielle.* »

Des crampes dans le mollet quand on marche

C'est juste parce qu'on a marché très vite, sans s'être échauffé.

Consulter rapidement si ces crampes obligent à s'arrêter, disparaissent alors et reprennent plus ou moins rapidement une fois que l'on reprend la marche : « *Il peut s'agir d'un rétrécissement du calibre d'une artère de la jambe, qui nécessite une prise en charge médicale.* »

Peau sèche

Le produit à ne plus utiliser le matin pour qu'elle reste hydratée et repulpée



Si vous avez la peau sèche et pour préserver un maximum son hydratation

Pour avoir une jolie peau, saine et éclatante, il est essentiel d'avoir une bonne hygiène de vie, en buvant une quantité suffisante d'eau et en mangeant équilibré. Utiliser quotidiennement des soins adaptés à son épiderme a aussi

son importance. Vous avez la peau grasse ? Un soin hydratant léger comme un gel ou une émulsion sera idéal, plutôt qu'une crème riche qui convient davantage aux personnes ayant la peau sèche. Si votre épiderme est sensible et sujet aux rougeurs et aux tiraillements, choisissez des soins haute tolérance conçus pour cette problématique. Il

y a aussi certaines erreurs à éviter, notamment l'application trop fréquente d'un exfoliant qui pourrait aggraver votre peau, ou encore l'oubli de crème solaire quotidienne sur le visage.

L'erreur à éviter lorsque vous nettoyez votre peau sèche

D'éviter l'utilisation d'un produit le matin. Ce produit, c'est le nettoyant pour le visage. "Passer l'étape du nettoyant visage le matin et juste laver à l'eau sa peau lors de sa routine beauté permet de restaurer la barrière cutanée de votre peau sèche, de rendre plus efficace vos soins et de garder votre peau hydratée, repulpée et éclatante".

C'est un conseil dédié aux personnes qui ont la peau sèche car ce geste aurait tendance à l'assécher davantage. En revanche, si votre peau est mixte, grasse et sujette aux imperfections, il peut être intéressant d'utiliser un nettoyant visage le matin et le soir afin d'éliminer l'excès de sébum accumulé

dans la nuit.

Comment bien se nettoyer la peau le soir ?

"Si vous portez une crème solaire, du maquillage ou les deux, vous devez d'abord retirer ça". Elle utilise une eau micellaire pour faire son premier nettoyage et éliminer le maquillage ainsi que les impuretés accumulées en surface. Le nettoyant visage, appliqué par la suite, fonctionnera mieux pour retirer la saleté restée sur la peau. Elle fait mousser la matière dans ses mains avant de l'appliquer, en réalisant des mouvements circulaires pendant une minute et en se concentrant notamment sur les ailes du nez mais aussi sur le cou, qui sont souvent oubliés.

Pour rincer le tout, elle utilise une serviette propre qu'elle change tous les jours, elle la mouille et s'essuie le visage avec pour retirer les derniers résidus de saleté. Enfin, elle rince son visage à l'eau avec ses mains.

Peau claire, halée

Comment bien choisir sa poudre bronzante et son blush selon sa carnation ?

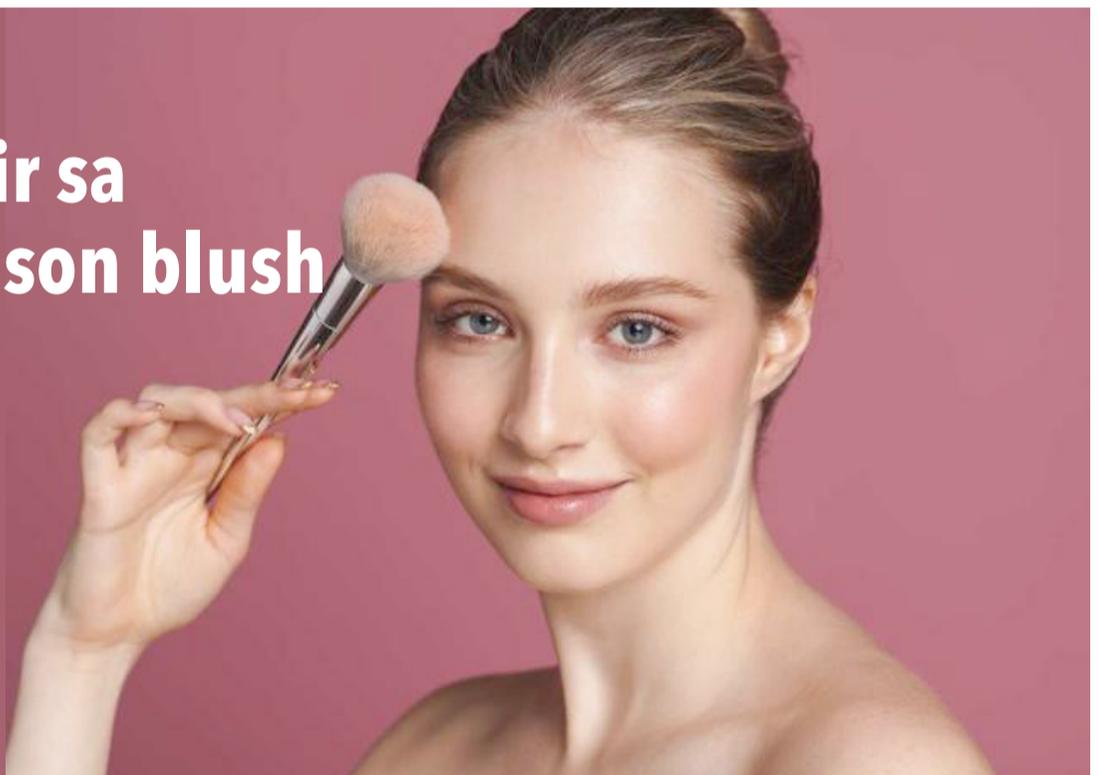
Le blush et la poudre bronzante sont des alliés indispensables pour obtenir un teint hâlé et lumineux. Ces produits de maquillage permettent d'apporter de la chaleur et de la dimension au visage, donnant l'apparence d'une peau ensoleillée. Le secret pour un teint hâlé réussi réside dans l'art de bien doser ces produits. Il est préférable d'appliquer le blush et la poudre bronzante avec légèreté et de les estomper soigneusement pour obtenir un rendu naturel.

Lors du choix de vos produits, il est essentiel de prendre

en compte votre couleur de peau pour obtenir un résultat harmonieux.

Peau claire : des teintes naturelles

Tournez-vous vers une poudre de soleil un ou deux tons plus foncée que votre peau afin d'obtenir un effet bronzant discret. Appliquez la matière avec un large pinceau kabuki sur les tempes, étirez-la également sur les joues, puis le long de la mâchoire. Sur les pommettes, déposez une touche de blush rosé. Le top : ceux qui contiennent des micro-nacres pour donner de la fraîcheur à votre teint.



Peau bronzée : des nuances chaudes

Un fard à joues orange/abricot est idéal pour illuminer votre visage déjà hâlé. Balayez la matière des pommettes vers les tempes et appliquez le reste de matière sur l'arête du nez pour donner l'illusion que vous revenez tout juste d'une balade au soleil. Terminez

en estompant une poudre bronzante au niveau du creux des pommettes en remontant également vers les tempes pour fondre les deux textures ensemble et créer un dégradé naturel.

Peau foncée : des couleurs profondes

Le blush prune est flatteur

pour les carnations mates. Pigmenté, il leur donne bonne mine et offre en prime un léger effet sculptant. Appliquez-le subtilement avec un pinceau biseauté sur les pommettes. Ajoutez un voile de poudre bronzante aux nuances soutenues et dotée de petites paillettes sur le reste du visage pour unifier le teint et apporter de la lumière.



OFFICIEL : Chelsea s'offre Nicolas Jackson

Chelsea vient de lancer son mercato estival. Les Blues ont officialisé la signature du prodige sénégalais Nicolas Jackson.

S'il y a une chose dont Todd Boehly, le multimillionnaire américain qui a succédé à Roman Abramovich, ne semble jamais se lasser, c'est bien d'acheter des joueurs. Après Christopher Nkunku, Chelsea a officialisé ce vendredi l'arrivée de Nicolas Jackson, grand

espoir sénégalais.

Les Blues ont déboursé un montant plus élevé que la clause libératoire estimée à 35 millions d'euros afin d'échelonner le paiement et rester dans les clous du Fair-play financier. La presse espagnole évoque un transfert de 37 millions d'euros.

Le joueur, âgé de 22 ans, s'est engagé pour les huit prochaines saisons

avec Chelsea, soit jusqu'en 2031. Il devient ainsi le cinquième footballeur sénégalais à porter le maillot bleu après Kalidou Koulibaly, Edouard Mendy, Papy Djilobodji et Demba Ba.

Auteur d'une très bonne fin de saison, le prodige des Lions de la Teranga débarque en provenance de Villarreal, qu'il a rejoint en 2019 et avec qui il a inscrit 12 buts en 25 matchs de Liga cette saison.

Luis Henrique veut Joao Felix à Paris

Bien qu'elle ne soit pas officielle, l'arrivée de Luis Henrique au PSG ne fait plus aucun doute. Pour cette nouvelle aventure, l'ancien entraîneur du Barça ne veut pas arriver les mains vides et aimerait emmener Joao Felix dans ses bagages.

Selon les informations du journaliste Matteo Moretto du média 'Relevo', l'ancien sélectionneur espagnol aurait en effet l'intention de transmettre quelques noms à sa future direction afin de compléter l'effectif parisien et celui de João Félix se trouverait en haut de la liste. Actuellement, le joueur est en passe de revenir à l'Atlético de Madrid après un prêt de six mois à Chelsea, où il n'a pas brillé.

Le Portugais sait déjà qu'il ne sera pas conservé par les Madrilènes et le projet parisien pourrait l'intéresser. Pour cette raison, 'Lucho' veut l'avoir avec lui et la possibilité qu'il fasse partie du prochain effectif parisien est plus que probable.

Mais si en l'état tout le monde a l'air plus ou moins d'accord, le transfert sera compliqué à réaliser, notamment en raison des exigences du club espagnol. Acheté au Benfica pour pas moins de 127 millions d'euros à l'été 2019, João Félix ne sera a priori pas bradé par l'Atlético.

Mais rien n'est impossible quand on connaît la capacité financière dont dispose le club de la capitale. D'autant plus qu'il existe une bonne relation entre Jorge Mendes, son agent, et Luis Campos, le directeur sportif du PSG. Et par le passé, cette relation a déjà mené à de nombreux transferts à Paris...



OFFICIEL : le FC Barcelone résilie le contrat de Samuel Umtiti

Patron de la défense du FC Barcelone lors de la saison 2017-2018, Samuel Umtiti avait terminé sa saison avec une Coupe du monde de haut niveau. L'international français s'était notamment illustré par une tête mémorable face à la Belgique (1-0) qui envoyait les Bleus en finale du Mondial 2018. Mais suite à ça, le défenseur central a commencé une descente aux enfers.

Traînant une blessure au genou depuis de longs mois, le joueur formé à l'Olympique Lyonnais n'avait pas voulu se faire opérer pour ne pas manquer la Coupe du Monde, mais après la compétition, il a manqué plusieurs mois de compétitions forçant le FC Barcelone à l'envoyer en prêt à plusieurs reprises.

Mais ce n'est que cette saison que Umtiti a retrouvé des sensations, dans le club de Lecce en Italie. Pas conservé, notamment en raison de son



salaire par les dirigeants italiens, il était revenu au FC Barcelone.

D'un commun accord, les Blaugranas et les représentants du joueur se sont entendus quant à la résiliation du contrat du joueur. Le Français est donc libre de tout contrat et peut décider de s'engager où il le souhaite. Aux dernières rumeurs, l'Olympique Lyonnais ne se serait pas contre un retour du joueur..

Accord verbal entre Pulisic et l'AC Milan

L'AC Milan serait parvenu à un accord avec l'Américain Christian Pulisic. Dans les prochains jours, l'assaut final pour boucler le transfert du joueur sera lancé.

Si on en croit les dernières informations du journaliste italien Matteo Moretto, Christian Pulisic et l'AC Milan seraient parvenus à s'entendre sur un futur transfert du joueur en Lombardie.

L'Olympique Lyonnais était aussi un temps dans la course, mais les Gones se sont fait distancer et ont perdu définitivement la main dans ce dossier.

Les Rossoneri avaient entamé des négociations avec Pulisic il y a peu et l'Américain s'est montré très intéressé par le transfert. Dans cette opération, Chelsea voudrait 25 millions

d'euros pour l'attaquant mais Milan insiste pour payer moins.

Les différentes parties doivent continuer à travailler pour trouver un accord dans les prochains jours.

En parallèle, l'AC Milan travaille sur la venue d'un autre ailier. Effectivement, l'arrivée de Pulisic ne mettrait pas fin aux chances de voir Chukwueze (Villarreal) rejoindre la série A.



OFFICIEL : Gundogan signe au FC Barcelone

C'était évoqué depuis plusieurs semaines, c'est désormais officiel : Libre de tout contrat, Ilkay Gundogan a choisi de s'engager en faveur du FC Barcelone.

Si Manchester City et Pep Guardiola ont longtemps essayé de convaincre le milieu de terrain allemand de prolonger, celui-ci préfère tenter une nouvelle expérience en Espagne, un championnat qu'il va découvrir à 32 ans et après avoir tout gagné en Angleterre. L'international allemand a signé un contrat de deux saisons + une saison supplémentaire en option après avoir passé sa visite médicale avec succès dans les locaux du club Blaugrana. Selon le communiqué du Barça, son contrat est assorti d'une clause libératoire d'un montant de 400 millions d'euros.

Fabrizio Romano ajoute que le joueur de 32 ans a choisi Barcelone malgré un intérêt important d'Arsenal et une très grosse offre de la part d'un club d'Arabie Saoudite.

Gundogan débarque dans un Barça qui vient de perdre Sergio Busquets, sentinelle de ultra-importance dans le système de Xavi Hernández.

Avec l'arrivée de l'ancien joueur du Borussia Dortmund, Xavi s'offre la possibilité de le faire évoluer



avec Frenkie de Jong et Pedri dans son milieu à trois. Un milieu du terrain qui commence à prendre de la forme, avec trois des meilleurs joueurs à leur poste dans le monde actuellement.

Les premiers mots de Gundogan en tant que nouveau joueur du Barça :

«Si je quittais City, ce ne serait que pour 1 club : Barcelone ou rien. Depuis toute petit, je rêvais de porter ce maillot un jour. Je suis convaincu que j'ai encore quelques années au plus haut niveau et je

veux juste aider à ramener le Barça là où il mérite d'être.»

«Je sais qu'il y a beaucoup de pression à Barcelone, mais j'aime la pression. J'aime sortir de ma zone de confort. Je ne cherchais pas un endroit facile, je cherchais un nouveau défi.»

«Je retrouverai mon ami Lewandowski, et je suis ravi de jouer sous la direction d'un entraîneur que j'admire depuis de nombreuses années. Quand je lui ai parlé du projet, cela m'a semblé naturel. Je vois qu'il y a une similitude entre nous.»

OFFICIEL : Fabio Carvalho est prêté à Leipzig

La jeune pépite de Liverpool Fabio Carvalho va quitter la Premier League et rejoindre la Bundesliga. Il rejoint Leipzig en prêt, où il évoluera pendant une saison.

L'été dernier, Liverpool avait fait l'acquisition du jeune talent de Fulham Fabio Carvalho.

Un an plus tard, le jeune portugais de 20 ans s'en va découvrir la Bundesliga. Son club est tombé d'accord avec le club de Leipzig pour un prêt d'un an, où il pourra trouver plus de temps de jeu.

«Fabio Carvalho de Liverpool a rejoint les Red Bulls pour un prêt d'un an jusqu'en juin 2024. Le joueur de 20 ans joue au milieu offensif et peut jouer à tous les postes. La saison dernière, l'international portugais (quatre sélections avec les internationaux U21, deux buts) a disputé 21 matches pour Liverpool toutes compétitions confondues», a déclaré le club allemand sur ses réseaux officiels

Cette saison, le milieu de terrain a inscrit 3 buts en 21 rencontres avec les Reds.



Affaire Sala: Cardiff devra régler à Nantes le solde du transfert

La Fifa a ordonné à Cardiff de régler au FC Nantes le solde du transfert d'Emiliano Sala, mort il y a quatre ans dans un accident d'avion avant d'avoir pu jouer avec le club gallois, a-t-on appris vendredi auprès des avocats du club nantais.

Cardiff «doit payer» un peu plus de 11 millions d'euros, correspondant aux deux dernières

tranches du montant de 17 millions d'euros convenu entre les deux clubs, a décidé la chambre compétente au sein du Tribunal du football de la Fifa.

Dans le détail, le club gallois devra s'acquitter de 6 millions d'euros plus 5% d'intérêts à compter du 2 janvier 2020, 5 millions d'euros plus 5% d'intérêts à compter du 2 janvier 2021, et 25.000 dollars (22.920 euros) de frais de procédure, selon la décision obtenue par l'AFP.

Cardiff avait déjà versé en janvier



dernier une première tranche d'environ 6 millions d'euros, après une première décision en sa défaveur de la justice de la Fifa suivie d'un appel infructueux auprès du Tribunal arbitral du sport.

Le 21 janvier 2019, Emiliano Sala avait été tué dans le crash du petit avion de tourisme qui le conduisait de Nantes à Cardiff, où l'attaquant argentin de 28 ans venait d'être transféré.

«Le FC Nantes se réjouit de cette nouvelle victoire devant la Fifa. Le club est ainsi conforté dans ses droits. Il espère qu'après 4 années de

procédure, Cardiff City FC respectera enfin ses engagements financiers et cessera son acharnement procédural», ont déclaré à l'AFP Jérôme Marsaudon et Louis-Marie Absil, du cabinet RMT.

Selon ses avocats, le club nantais «a hâte de clore définitivement le volet judiciaire de ce tragique accident».

Cardiff, qui martèle depuis quatre ans que le transfert d'Emiliano Sala n'avait pas été finalisé au moment de son accident, réclame par ailleurs environ 100 millions d'euros au FC Nantes au titre des pertes de revenus liées au décès de l'Argentin.

La semaine dernière, le tribunal de commerce de Nantes a fixé le calendrier de ce contentieux, avec une audience sur le fond qui pourrait intervenir lors du deuxième trimestre 2024.

Le PSG a un nouveau plan pour Kylian Mbappé

Selon 'Marca', le Paris Saint-Germain aurait l'intention de proposer à Kylian Mbappé un nouveau contrat de 2 ou 3 ans, avec la promesse de le laisser partir à l'été 2024.

Il y a quelques jours, on apprenait dans les colonnes du 'Parisien' que la position du Paris Saint-Germain n'avait pas changé : soit Kylian Mbappé prolonge son contrat, soit il quitte le club cet été.

Un ultimatum qui forcerait le Français à prendre une décision rapidement. En attendant, le PSG travaille sur une nouvelle option pour le convaincre de prolonger.

Selon 'Marca', la dernière idée du club français serait de proposer à Kylian Mbappé un nouveau contrat de 2 ou 3 ans, avec la promesse de le laisser partir à l'été 2024.



Le quotidien espagnol ajoute que le clan du joueur et le club de la capitale française auront une réunion clé ce vendredi pour résoudre le plus rapidement possible l'avenir du meilleur

buteur de l'histoire des Rouges et Bleus.

En attendant, en Espagne, on indique que le Real Madrid devrait passer à l'offensive à partir de la semaine prochaine.

Hakim Ziyech aurait raté sa visite médicale à Al Nassr !

Après avoir raté de peu une signature au Paris Saint-Germain l'hiver dernier, Hakim Ziyech est sur le point de rater un deuxième transfert consécutif. Alors qu'il était sur le point de rejoindre Al Nassr, ce dernier aurait louper sa visite médicale.

Cristiano Ronaldo ne pourrait finalement pas avoir Hakim Ziyech comme coéquipier la saison prochaine. En effet, le joueur de Chelsea devait signer à Al Nassr après des moments compliqués à Londres. Mais selon diverses médias, dont 'Foot Mercato', l'affaire risque de capoter.



Alors que le joueur passait la traditionnelle visite médicale, Al Nassr aurait découvert des problèmes au genou au joueur. Résultat, les Saoudiens hésiteraient fortement à le recruter. Pour rappel, Ziyech devait être prêté au PSG en toute fin du dernier mercato, mais

finalement le club londonien avait envoyé de mauvais documents parfois même pas signés. À l'époque, le joueur avait réussi sa visite médicale mais son genou avait déjà suscité une inquiétude, rapidement levée.

Dans le cadre de son transfert en Arabie Saoudite, les Blues devaient toucher une indemnité de 15 millions d'euros et lui un salaire annuel compris entre 12 et 13 millions par an. En Turquie, des médias affirment que Chelsea ne souhaite pas conserver l'international marocain.

Mason Mount va s'engager avec Manchester United pour 70 millions d'euros



D'après le journaliste Fabrizio Romano, Manchester United a trouvé un accord avec Chelsea pour le transfert de Mason Mount. Le club de Chelsea devrait récupérer plus de 70 millions d'euros dans l'opération.

C'est la bombe de la journée en Angleterre. Après avoir perdu la main dans le dossier Kim Min-Jae, Manchester United pourra se consoler avec la venue de Mason Mount. Les Reds Devils ont conclu un accord avec Chelsea pour le transfert de du milieu de terrain Anglais.

Le club le plus titré d'Angleterre s'était déjà mis d'accord avec le joueur pour son contrat et il n'y avait plus qu'à attendre un accord entre les deux clubs. C'est fait.

Aux dernières informations, le deal devrait tourner autour d'un montant de 64 millions d'euros plus 6 millions de bonus. La visite médicale est prévue très prochainement.

De leur côté, les Blues continuent leur dégraissage intensif et l'allègement de leur masse salariale. Leur mercato promet !

FORMULE 1

L'ancien directeur de Force India, Bob Fernley, est mort

Robert Fernley, ancien directeur de Force India en F1, est décédé à l'âge de 70 ans

Ancienne figure du paddock pour l'écurie Force India, Robert Fernley est mort à l'âge de 70 ans. Il fut un associé très proche de Vijay Mallya, le fondateur de l'écurie indienne et occupa du côté de la structure de Silverstone, de sa première année en 2008 jusqu'à l'été 2018, moment du rachat des actifs de la société par Lawrence Stroll, le poste de directeur de l'écurie.

Fernley avait débuté sa carrière en F1 au sein de l'équipe Ensign dans les années 1980, mais avait également travaillé en Indycar, à

la tête de l'équipe Canadian Tire de Jacques Villeneuve Sr et dans la gestion de l'engagement de Mike Curb pour l'édition 1986 des 500 Miles d'Indianapolis.

Par la suite, il travailla en dehors du sport automobile pendant de nombreuses années, notamment dans le cadre d'un projet d'introduction du programme spatial chinois à la fibre de carbone puis dans le cadre d'un projet danois en lien avec l'industrie de la pêche. Il fut également impliqué dans l'industrie de l'hôtellerie.



FORMULE 1

Pénalité de Norris : McLaren demande la révision

McLaren a demandé à exercer son droit de révision à la suite de la pénalité infligée à Lando Norris lors du GP du Canada 2023 de F1

Après avoir terminé neuvième sur la ligne d'arrivée, Lando Norris avait finalement été classé 13e du GP du Canada en raison d'une pénalité de cinq secondes infligée par les commissaires pour un comportement «antisportif». Dans les faits, il avait été reproché au Britannique d'avoir délibérément créé un écart avec son équipier Oscar Piastri sous Safety Car afin qu'il puisse s'arrêter juste après l'Australien en perdant le minimum de temps possible.

Cette décision n'avait pas été très bien accueillie par le pilote et l'écurie, jugeant qu'elle fixait un nouveau précédent en la matière. Désormais, la structure dirigée par Zak Brown a décidé d'aller plus loin et de demander formellement à ce que le droit de révision soit exercé autour de cette pénalité.

La procédure, prévue par le Code Sportif International (CSI), a déjà été utilisée cette saison, notamment après la pénalité infligée à Fernando Alonso à Djeddah (avec succès pour Aston Martin) et après celle subie par Carlos Sainz à Melbourne (sans succès pour Ferrari).



Elle consiste en deux étapes : d'abord les commissaires doivent décider si le dossier peut être rouvert, en cherchant si McLaren a mis en lumière un «élément nouveau, significatif et pertinent» (article 14.1.1 du CSI). Ensuite, si c'est bien le cas selon les commissaires, une décision est prise sur les faits et sur la base de cet élément supplémentaire.

Dans un communiqué publié vendredi soir, l'équipe McLaren a indiqué que tout en saluant le travail effectué par la FIA, elle n'était pas satisfaite de la décision

prise à l'encontre de Norris. «Nous soutenons la FIA et les commissaires, et nous leur faisons confiance dans leur travail, qui est difficile.»

«Nous sommes conscients que les commissaires doivent prendre des décisions dans un délai très court, en analysant des scénarios complexes et souvent avec des informations partielles et de multiples éléments à prendre en compte.»

«Au Canada, nous avons été surpris par la pénalité et incertains quant aux raisons qui ont motivé la décision. Nous avons parlé aux commissaires immédiatement après la course pour mieux comprendre le raisonnement derrière la pénalité.»

«Le cadre réglementaire de la FIA dispose d'outils et de procédures qui lui permettent, ainsi qu'au sport, de faire face à la complexité opérationnelle de la Formule 1, en particulier pour les décisions qui doivent être prises pendant la course.»

«Le 'droit de révision' est l'une de ces procédures qui montrent la force de l'institution en permettant aux décisions d'être révisées, si cela est dans le meilleur intérêt du sport, et c'est quelque chose que McLaren embrasse et soutient pleinement.»

Pérez frustré par une nouvelle élimination

«Le système n'est pas bon»

Éliminé en Q2 après de multiples écarts hors des limites de piste, Sergio Pérez a critiqué le «système» mis en place par la direction de course

Pour la quatrième fois de suite, Sergio Pérez n'a pas accédé à la Q3. Pour retrouver une telle contre-performance de la part d'un pilote Red Bull, il faut remonter... à la saison 2008, lorsque David Coulthard avait subi huit éliminations consécutives en Q1/Q2.

Sur le Red Bull Ring, le Mexicain a été victime de la ligne blanche, qu'il a franchie à plusieurs reprises au cours des qualifications. Celle-ci sert à délimiter la piste, et la direction de course n'a pas hésité à effacer des dizaines de tours réalisés au-delà de cette limite.

Dans le cas de Pérez, le #11 a été épinglé lors de ses trois tentatives en Q2, ce qui l'a relégué à une lointaine quinzième place sur la grille de départ. Une décision que le Mexicain peine à comprendre en raison des circonstances de son ultime franchissement de ligne, en toute fin de Q2.

«J'étais un peu confus lorsque j'ai reçu l'information que [la dernière faute] était à l'entrée du [virage] 10», a-t-il expliqué. «J'avais le champ libre, j'étais dans un bon tour mais, tout à coup, dans mon dernier tour, je suis tombé sur [Alexander] Albon et j'ai tiré tout droit, je ne pouvais pas m'arrêter. Je pense que j'ai perdu un dixième ou un peu plus en allant tout droit, mais les commissaires n'ont pas voulu en tenir compte. J'ai été gêné.»

L'incident raconté par Pérez n'a en effet pas mené à une enquête des commissaires. De quoi nourrir sa colère, lui qui dénonce un mauvais fonctionnement du «système».

«Il y a tellement de choses que je ne peux pas contrôler», a déploré Pérez. «Malheureusement, vous êtes en train de boucler un bon tour et tout d'un coup vous êtes bloqué et vous avez une pénalité. Je pense que le système



n'est pas bon. Nous allons essayer [de remonter en course]. C'est juste frustrant que nous n'ayons pas un bon système et que nous ne soyons pas capables de prendre en compte ce genre de choses lorsqu'elles se produisent.»

Bien que Pérez ait cité le trafic pour justifier son élimination précoce, son patron a estimé que le pilote aurait dû prendre moins de risques alors qu'il savait qu'il ne disposait plus que d'une seule opportunité de passer en Q3.